

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 89

15 janvier 2013

SOMMAIRE

Acelum SICAV	4226	Euredis S.A.	4257
Ataulfo Alves Shipping Investment S.à r.l.	4234	Eurinter s.à r.l.	4256
BETA REAL ESTATE (Luxembourg) S.à r.l.	4254	European Direct Property IV S.A.	4253
B.P.I.I. S.A.	4226	Euro Properties Investments S.à r.l.	4253
Capital Opportunity S.A.	4231	Extensity	4254
Capitalue S.A.	4230	Extensity	4253
CEE URBAN RED General Partner S.à r.l.	4230	FIF Partenariat S.A.	4256
COTP S.A.	4231	Foncière Rocade	4256
Cresford Real Estate S.A.	4253	Garden Blue S.A.	4257
Crestchan Participations S.A.	4226	Goodman Malachite Logistics (Lux) S.à r.l.	4258
Crestchan Participations S.A. SPF	4226	Goodman Tanzanite Logistics (Lux) S.à r.l.	4258
Dakor Agro Holdings S.A.	4249	Holstar Holding S.A.	4259
D.D.B. S.A.	4250	Hotel & Resort Investment	4258
Dennemeyer & Associates	4249	Hotel & Resort Investment	4258
Dominus S.A.	4249	Hunza Management S.à r.l.	4234
DOPPLER S.à r.l. Orthopädietechnik, Me- dezintechnik, Rehabilitationstechnik	4249	Jade Portfolio 2 S.à r.l.	4231
Dreamspace S.A.	4250	JETSET Group S.à r.l.	4257
Dressane S.A.	4250	Koudourrou S.A.	4258
DVD Futur Sàrl	4250	LC Partners S.A.	4270
Economic Development S.A.	4254	Leo Constructions S.à r.l.	4271
E.C.R. Diffusion S.à r.l.	4251	Lipid Investments S.A.	4271
ECWID S.à r.l.	4252	LNS S.A.	4271
EECF Arena S.à r.l.	4252	Makai Real Estate Ventures S.A.	4271
Efco Forodia S.A.	4254	Management Golf et Propriétés S.A.	4272
EHS S.à r.l.	4255	Marathon S.à r.l.	4271
Eleven Birch S.à r.l.	4255	Marrow Asset Management S.A.	4272
Elisa Invest S.A.	4256	Mirador S.A.	4272
Entreprise de Construction Erpelding S.à r.l.	4255	Mirunda S.A.	4272
«E'slecker Setzgromperegenossenschaft» «Syndicat des producteurs de plants de pommes de terre»	4257	MobiGolf S.A.	4271
Espresso Invest S.à r.l.	4255	Montalvo S.A.	4272
Etablissement Trican S.A.	4256	Ocean Fund	4234
		Sel Classics (Luxembourg) S.A.	4230
		SGG Participations S.A.	4265
		TCP Global Sourcing Holdings, S.à r.l. ...	4259
		Zeien Sàrl	4251

Acelum SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 8-10, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 115.480.

Monsieur Reto SIMONETT, administrateur de la Société, a transféré son adresse professionnelle au:

- 1, Via E Bossi, CH-6901 Lugano, Suisse

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 décembre 2012.

ACELUM SICAV

Signature

Référence de publication: 2012162201/13.

(120214012) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 décembre 2012.

B.P.I.I. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 45.660.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

B.P.I.I. S.A.

Signatures

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2012162235/12.

(120214508) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 décembre 2012.

**Crestchan Participations S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial,
(anc. Crestchan Participations S.A.).**

Siège social: L-2165 Luxembourg, 26-28, Rives de Clausen.

R.C.S. Luxembourg B 134.300.

L'AN DEUX MILLE DOUZE,

LE SEIZE NOVEMBRE.

Par-devant Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Redange-sur-Attert, soussignée.

Se tient une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme luxembourgeoise dénommée "CRESTCHAN PARTICIPATIONS S.A.", ayant son siège social à L-2165 Luxembourg, 2628, rives de Clausen, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 134300, constituée suivant un acte reçu en date du 20 novembre 2007 par Maître Jacques DELVAUX, alors notaire de résidence à Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, sous le numéro 76 du 11 janvier 2008.

Les statuts de la société n'ont jamais été modifiés.

Ladite société a un capital social de EUR 32.000,- (trente-deux mille euros), représenté par 3.200 (trois mille deux cents) actions d'une valeur nominale de EUR 10 (dix Euros) chacune, toutes entièrement libérées.

L'assemblée est présidée par Monsieur Marco LAGONA, employé, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le Président désigne comme secrétaire Monsieur Marco PATERNO CASTELLO, employé, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée appelle aux fonctions de scrutateur Madame Sophie JACQUET, employée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Les actionnaires présents ou représentés à l'assemblée et le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence signée par les actionnaires présents et par les mandataires de ceux représentés, et à laquelle liste de présence, dressée par les membres du bureau, les membres de l'assemblée déclarent se référer. Ladite liste de présence, après avoir été signée "ne varietur" par les parties et le notaire instrumentant, demeurera annexée au présent acte avec lequel elle sera enregistrée.

Resteront pareillement annexées au présent acte avec lequel elles seront enregistrées, les procurations émanant des associés représentés à la présente assemblée, signées "ne varietur" par les parties et le notaire instrumentant.

Ensuite, la Présidente déclare et prie le notaire d'acter:

I.- Que les 3.200 (trois mille deux cents) actions représentatives de l'intégralité du capital social sont dûment représentées à la présente assemblée qui en conséquence est régulièrement constituée et peut délibérer et décider valablement sur les différents points portés à l'ordre du jour, sans convocation préalable.

II.- Que l'ordre du jour de la présente assemblée est conçu comme suit:

Ordre du jour:

- 1) Décision d'adopter le statut d'une société de gestion de patrimoine familial («SPF») au sens de la loi du 11 mai 2007.
- 2) Changement de la dénomination de la société en "Crestchan Participations S.A. SPF";
- 3) Décision d'amender et de refondre les statuts de la Société pour les rendre conforme à la résolution prise sur base du point 1 ci-dessus de l'agenda.

4) Divers

L'assemblée, après s'être reconnue régulièrement constituée, a approuvé l'exposé de Monsieur le Président et a abordé l'ordre du jour.

Après délibération, l'assemblée a pris à l'unanimité des voix et séparément les résolutions suivantes.

Première résolution

L'assemblée générale décide de transformer la Société en une société de gestion de patrimoine familial («SPF») conformément aux dispositions légales de la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial («SPF»).

Seconde résolution

L'assemblée générale décide de changer la dénomination de la Société de «CRESTCHAN PARTICIPATIONS S.A.» en «CRESTCHAN PARTICIPATIONS S.A. SPF».

Troisième résolution

Au vu des résolutions précédentes, l'assemblée générale décide la refonte totale des statuts afin de leur donner la teneur suivante:

« **Art. 1^{er}** . Il est formé par les présentes une société anonyme qui sera régie par les lois y relatives.

La société présentement constituée est plus particulièrement régie par la loi du 11 mai 2007 sur les sociétés de gestion de patrimoine familial (SPF) et par les présents statuts.

Art. 2. La société a pour objet exclusif l'acquisition, la détention, la gestion et la réalisation d'actifs financiers tels que définis à l'article 2 de la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial («SPF»).

La société ne peut avoir aucune activité commerciale.

Par actifs financiers au sens de la Loi, il convient d'entendre:

- (i) les instruments financiers au sens de la loi du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière, et
- (ii) les espèces et avoirs de quelque nature que ce soit détenus en compte.

La Société n'est admise à détenir une participation dans une société qu'à la condition de ne pas s'immiscer dans la gestion de cette société.

La société prendra toutes mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques qui se rattachent à son objet ou le favorisent, en restant toutefois dans les limites des dispositions de la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial («SPF»).

Art. 3. La société prend la dénomination de «CRESTCHAN PARTICIPATIONS S.A. SPF».

Le siège social est établi dans la commune de Luxembourg.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré transférer provisoirement à l'étranger, sans que toutefois cette mesure ne puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

La durée de la société est illimitée.

Art. 4. Le capital social est fixé à EUR 32.000,- (trente-deux mille euros), représenté par 3.200 (trois mille deux cents) actions d'une valeur nominale de EUR 10 (dix Euros) chacune.

Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire, à l'exception de celles pour lesquelles la loi prescrit la forme nominative.

Les actions de la société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions. Les certificats d'actions au porteur seront signés par deux administrateurs ou par l'administrateur unique si applicable. Ces signatures seront soit manuscrites, ou imprimées, télécopiées soit apposée au moyen d'une griffe. L'une des signatures peut être apposée par une personne déléguée à cet effet par le conseil d'administration. Dans ce cas, la signature doit être manuscrite. Le certificat d'actions contiendra notamment la date de l'acte constitutif de la société

et sa publication, le montant du capital social, le nombre et la nature de chaque catégorie d'actions, ainsi que la valeur nominale des titres ou la part sociale qu'ils représentent, une brève description des apports faits à la société et les conditions auxquelles ils sont faits, et les avantages particuliers attribués aux fondateurs, la durée de la Société et le jour et l'heure de l'assemblée générale annuelle et la commune dans laquelle elle se réunit.

La société ne reconnaît qu'un seul propriétaire par action. Si une action est détenue par plus d'une personne, ces personnes doivent désigner un mandataire unique qui sera considéré comme le seul propriétaire de l'action à l'égard de la société. Celle-ci a le droit de suspendre l'exercice de tous les droits attachés à une telle action jusqu'à ce qu'une personne soit désignée comme étant propriétaire unique.

Les actions de la société peuvent seulement être cédées à des investisseurs éligibles tels que définis à l'article 3 de la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une SPF.

La société peut avoir un ou plusieurs actionnaires. La société pourra, aux conditions et termes prévus par la loi, racheter ou retirer ses propres actions

Art. 5. La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non.

Les administrateurs sont nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans; ils sont rééligibles et toujours révocables.

En cas de vacance d'une place d'administrateur, les administrateurs restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement; dans ce cas, l'assemblée générale, lors de sa première réunion, procède à l'élection définitive.

Cependant, si la société est constituée par un actionnaire unique ou s'il est constaté à une assemblée générale des actionnaires que toutes les actions de la société sont détenues par un actionnaire unique, la société peut être administrée par un administrateur unique jusqu'à la première assemblée générale annuelle suivant le moment où il a été remarqué par la société que ses actions étaient détenues par plus d'un actionnaire.

Chaque référence contenue dans les présents statuts et faite au conseil d'administration est une référence à l'administrateur unique pour le cas où il n'existe qu'un seul actionnaire et aussi longtemps que la société ne dispose que d'un seul actionnaire.

Art. 6. Le conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social; tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par la loi ou les présents statuts est de sa compétence.

Le conseil peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs concernant la gestion journalière de la société ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants ou autres agents, actionnaires ou non.

Vis-à-vis des tiers la société est engagée en toutes circonstances, en cas d'administrateur unique, par la signature individuelle de cet administrateur, et en cas de pluralité d'administrateurs, par la signature conjointe de deux administrateurs, ou encore par la signature individuelle du préposé à la gestion journalière, dans les limites de ses pouvoirs, ou par la signature individuelle ou conjointe d'un ou de plusieurs mandataires dûment autorisés par le conseil d'administration.

Art. 7. Le conseil d'administration peut désigner son président; en cas d'absence du président, la présidence de la réunion peut être conférée à un administrateur présent.

Le conseil d'administration ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télégramme, télécopie ou courrier électronique, étant admis. Tout administrateur qui prend part à une réunion du conseil d'administration par conférence téléphonique, vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication permettant son identification et que toutes les personnes participant à la réunion s'entendent mutuellement sans discontinuité et puissent participer pleinement à cette réunion, est censé être présent pour le calcul du quorum et de la majorité. Une réunion qui s'est tenue par les moyens de communication susvisés sera censée s'être tenue au siège social de la Société.

Le conseil d'administration peut à l'unanimité prendre des résolutions écrites ayant le même effet que des résolutions adoptées lors d'une réunion du conseil d'administration dûment convoqué et s'étant régulièrement tenu. Ces résolutions écrites sont adoptées une fois datées et signées par tous les administrateurs sur un document unique ou sur des documents séparés, une copie d'une signature originale envoyée par courrier, télécopie, courrier électronique ou toute autre moyen de communication étant considérée comme une preuve suffisante. Le document unique avec toutes les signatures ou, le cas échéant, les actes séparés signés par chaque administrateur, constitueront l'acte prouvant l'adoption des résolutions, et la date de ces résolutions sera la date de la dernière signature.

Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité des voix; en cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

La délégation à un membre du conseil d'administration est subordonnée à l'autorisation préalable de l'assemblée générale.

Pour la première fois, le président du conseil d'administration peut être nommé par l'assemblée générale extraordinaire.

Art. 8. La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans, rééligibles et toujours révocables.

Dans l'hypothèse où la Société remplirait deux (2) des trois (3) critères stipulés dans le premier paragraphe de l'article 35 de la loi du 19 décembre 2002 sur le registre du commerce et des sociétés et sur la comptabilité et les comptes annuels des entreprises, sur une période de temps prévue à l'article 36 de cette même loi, les commissaires aux comptes statutaires sont remplacés par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises, choisis parmi les membres de l'Institut des réviseurs d'entreprises, pour être nommés par l'assemblée générale des actionnaires, qui détermine la durée de son/leur mandat.

Art. 9. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

Art. 10. L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit le troisième mardi du mois de mai de chaque année à 10.00 heures, au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les convocations.

Si ce jour est férié, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 11. Les convocations pour les assemblées générales sont faites conformément aux dispositions légales. Elles ne sont pas nécessaires lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés et qu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour.

Le conseil d'administration peut décider que pour pouvoir assister à l'assemblée générale, le propriétaire d'actions doit en effectuer le dépôt cinq jours francs avant la date fixée pour la réunion; tout actionnaire aura le droit de voter en personne ou par mandataire, actionnaire ou non. Une personne peut représenter plusieurs ou même tous les actionnaires.

Tout actionnaire qui prend part à une assemblée générale des actionnaires par conférence téléphonique, vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication permettant son identification et que toutes les personnes participant à l'assemblée s'entendent mutuellement sans discontinuité et puissent participer pleinement à l'assemblée, est censé être présent pour le calcul du quorum et de la majorité.

Chaque action donne droit à une voix.

Art. 12. L'assemblée générale des actionnaires a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société.

Elle décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net.

Le conseil d'administration est autorisé à verser des acomptes sur dividendes en se conformant aux conditions prescrites par la loi.

Art. 13. La société s'engage à indemniser tout administrateur des pertes, dommages ou dépenses occasionnés par toute action ou procès par lequel il pourra être mis en cause en sa qualité passée ou présente d'administrateur de la Société, sauf le cas où dans pareille action ou procès, il sera finalement condamné pour négligence grave ou mauvaise administration intentionnelle.

Art. 14. En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera effectuée par un ou plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui décide de la dissolution de la Société et qui fixera les pouvoirs et émoluments de chacun.

Art. 15. Les présents statuts doivent être lus et interprétés selon le droit luxembourgeois, auquel ils sont soumis. La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée et la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une SPF, telle que modifiée, trouveront leur application partout où il n'y aura pas été dérogé par les présents statuts.»

Evaluation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou duquel elle est redevable en raison du présent acte, est évalué à environ EUR 1.100,-.

Clôture

L'ordre du jour étant épuisé, Monsieur le Président prononce la clôture de l'assemblée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le présent acte ayant été lu aux comparants en langue française, connue des comparants, ces derniers, connus du notaire par nom, prénoms, état et demeure, ont signé avec nous, notaire, le présent acte.

Signé: M. LAGONA, M. PATERNO CASTELLO, S. JACQUET, C. DELVAUX

Enregistré à Redange/Attert, le 23 novembre 2012. Relation: RED/2012/1553. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): T. KIRSCH.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Redange-sur-Attert, le 05 décembre 2012.

M^e Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2012158160/191.

(120209404) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2012.

CEE URBAN RED General Partner S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.
R.C.S. Luxembourg B 170.419.

—
EXTRAIT

Il est à noter que Monsieur Florian Agarwalla, né le 19 janvier 1971 à Hambourg (Allemagne), demeurant au 27, Stockenstrasse, CH-8810 Hogen (Suisse), a présenté sa démission en tant que gérant de la Société, avec effet au 30 novembre 2012.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

Pour CEE URBAN RED General Partner S.à r.l.

Un mandataire

Référence de publication: 2012162311/16.

(120214747) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 décembre 2012.

Capitalue S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 69.867.

Le bilan au 31/12/2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 11 décembre 2012.

Référence de publication: 2012162302/10.

(120214466) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 décembre 2012.

Sel Classics (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1865 Luxembourg, 8, rue Jean-Pierre Koenig.
R.C.S. Luxembourg B 60.725.

—
Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale ordinaire du 22 octobre 2012:

Après en avoir délibéré, l'Assemblée Générale renomme:

- Monsieur Paul DIEDERICH, avec adresse professionnelle au 4, Rue Baron de Reinach, L- 7349 Heisdorf, aux fonctions d'administrateur;

- Monsieur Eugène PRIM, demeurant à 8, An den Bongerten, L- 7346 Steinsel, aux fonctions d'Administrateur et Administrateur-Délégué;

- Monsieur Affi SCHERER, demeurant à 16, rue Dante, L-1412 Luxembourg, aux fonctions d'Administrateur et Président du Conseil d'Administration;

- Monsieur Romain SCHINTGEN, avec adresse professionnelle au 13, Rue Belle-Vue, L-3345 Leudelange, aux fonctions d'administrateur;

- Monsieur Jean WENANDY, avec adresse professionnelle au 5, Rue des Glacis, L- 1628 Luxembourg, aux fonctions d'administrateur.

Leurs mandats respectifs prendront fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes au 31 décembre 2013.

L'Assemblée Générale renomme comme commissaire aux comptes:

- Madame Barbara MICHAELIS, réviseur d'entreprises, 3, Route d'Arlon, L- 8009 Strassen.

Son mandat prendra fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes au 31 décembre 2012.

Luxembourg.

FIDUCIAIRE DE LUXEMBOURG

Boulevard Joseph II

L-1840 Luxembourg

Référence de publication: 2012165407/28.

(120217538) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2012.

Capital Opportunity S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1260 Luxembourg, 5, rue de Bonnevoie.

R.C.S. Luxembourg B 149.718.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires tenue de manière extraordinaire au siège social de la société le 11 décembre 2012:

1) L'Assemblée décide de révoquer, avec effet immédiat les administrateurs suivants:

- Monsieur Francesco Emanuele MURGIANO, demeurant professionnellement au 1/6, Viale Achille Varzi, I-20020 Arese, Italie.

- Monsieur Fabio CONTI, demeurant professionnellement au 35, Viale Majno, I-20122 Milan, Italie.

L'Assemblée décide de révoquer, avec effet immédiat, le Président du Conseil d'Administration:

- Monsieur Francesco Emanuele MURGIANO, demeurant professionnellement au 1/6, Viale Achille Varzi, I-20020 Arese, Italie.

2) L'Assemblée décide réduire le nombre des administrateurs de 4 à 3.

3) L'Assemblée décide de nommer à la fonction d'administrateur de la société avec effet immédiat pour une période se terminant lors de l'Assemblée Générale Annuelle devant se tenir en 2015:

- Monsieur Maurizio MAUCERI, né le 1^{er} septembre 1975 à Lecco, Italie, et demeurant professionnellement au 5, Rue de Bonnevoie, L-1260 Luxembourg.

4) L'Assemblée décide de nommer à la fonction de Président du Conseil d'Administration avec effet immédiat, pour un période se terminant lors de l'assemblée générale annuelle devant se tenir en 2015:

- Monsieur Daniel Galhano, né le 13 juillet 1976 à Moyeuvre-Grande, France, demeurant professionnellement au 5, Rue de Bonnevoie, L-1260 Luxembourg.

5) L'Assemblée décide de transférer le siège social de la société au 5, Rue de Bonnevoie, L-1260 Luxembourg avec effet immédiat.

Nous vous prions de bien vouloir prendre note du changement d'adresse des administrateurs suivants:

- Monsieur Daniel GALHANO, demeurant professionnellement au 5, rue de Bonnevoie, L-1260 Luxembourg.

- Monsieur Laurent TEITGEN, demeurant professionnellement au 5, rue de Bonnevoie, L-1260 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012162301/31.

(120214974) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 décembre 2012.

COTP S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8049 Strassen, 2, rue Marie Curie.

R.C.S. Luxembourg B 119.306.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour COTP S.A

BNP Paribas Real Estate Investment Management Luxembourg S.A.

Signatures

Référence de publication: 2012162338/12.

(120214218) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 décembre 2012.

Jade Portfolio 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 131.441.

In the year two thousand and twelve on the fourteenth day of November.

Before us, Maître Carlo Wersandt, notary, residing in Luxembourg, acting in replacement of Maître Jean-Joseph Wagner, notary, residing in Sanem, who will be the depositary of the present deed.

There appeared:

JADE MANAGEMENT HOLDING, S.à r.l, a Luxembourg société à responsabilité limitée with registered office at 6 rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 116.859,

and

BGP Investment S.à r.l., a Luxembourg société à responsabilité limitée with registered office at 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 97.795,

both duly represented by Mrs Séverine HACKEL, Maître en droit, with professional address in Luxembourg, by virtue of two (2) proxies given under private seal,

said proxies, after being signed "ne varietur" by the proxy holder of the appearing parties and the undersigned notary, will remain attached to the present deed for registration purposes.

The appearing parties are shareholders (the "Shareholders") of the company "JADE PORTFOLIO 2 S.à r.l.", a société à responsabilité limitée having its registered office at 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number B 131.441, incorporated pursuant to a notarial deed on August 20, 2007, published in the Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations, number 2274 of October 11, 2007. The Articles of incorporation have been amended for the last time on December 28, 2009, pursuant to a notarial deed, published in the Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations, number 463 of March 3, 2010 (the "Company")

The appearing parties, represented as stated here above, representing the whole corporate capital requires the notary to act the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolves to add a new third paragraph in article 5 of the articles of incorporation, as follows:

«The Company may, without limitation, accept equity or other contributions without issuing Shares or other securities in consideration for the contribution and may credit the contributions to one or more accounts. Decisions as to the use of any such accounts are to be taken by the Shareholder(s) subject to the 1915 Law and these Articles. For the avoidance of doubt, any such decision may, but need not, allocate any amount contributed to the contributor.»

Second resolution

The Shareholders resolve to restate Article 5 of the articles of association of the Company, which shall henceforth be worded as follows:

" **Art. 5. Share capital.** The corporate capital is fixed at one hundred thousand one hundred Euro (EUR 100,100.-) represented by eighteen thousand eighteen (18,018) shares of class A (the «A Shares») and eighty-two thousand eighty-two (82,082) shares of class B (the «B Shares») of one Euro (EUR 1.-) each (the Class A shares and the Class B shares are collectively referred to as the «Shares»). The holders of the Shares are collectively referred to as the «Shareholders».

In addition to the corporate capital, there may be set up a premium account, into which any premium paid on any share is transferred. The amount of said account is at the free disposal of the shareholders

The Company may, without limitation, accept equity or other contributions without issuing Shares or other securities in consideration for the contribution and may credit the contributions to one or more accounts. Decisions as to the use of any such accounts are to be taken by the Shareholder(s) subject to the 1915 Law and these Articles. For the avoidance of doubt, any such decision may, but need not, allocate any amount contributed to the contributor.

All Shares will have equal rights.

The Company can proceed to the repurchase of its own shares within the limits set by the Law."

There being no further business, the meeting is terminated.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that at the request of the appearing persons, the present deed is worked in English, followed by a French version, at the request of the same appearing persons, and in case of divergences between the English and the French texts, the English version will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day mentioned at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, known to the notary by his name, first name, civil status and residence, said person appearing signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille douze, le quatorze novembre.

Par-devant Maître Carlo Wersandt, notaire de résidence à Luxembourg, agissant en remplacement de Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem, ce dernier restant dépositaire de la présente minute,

Ont comparu:

- JADE MANAGEMENT HOLDING, S.à r.l, une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 6 rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 116.859,

et

- BGP Investment S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 97.795,

les deux dûment représentées par Madame Séverine HACKEL, Maître en droit, demeurant à Luxembourg, en vertu de deux (2) procurations données sous seing privé.

Ces procurations, signées «ne varietur» par la mandataire des parties comparantes et le notaire instrumentaire, resteront annexées au présent acte aux fins de formalisation.

Lesquelles parties comparantes sont les deux seuls associés (les «Associés») de la société «JADE PORTFOLIO 2 S.à r.l.», une société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 131.441, constituée selon un acte notarié en date du 20 août 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2274 du 11 octobre 2007. Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois en date du 28 décembre 2009, par acte notarié, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 463 du 3 mars 2010 (la «Société»).

Lesquelles parties comparantes, représentant l'intégralité du capital social, a requis le notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'associé unique décide d'ajouter un nouvel troisième alinéa à l'article 5 des statuts de la Société comme suit:

«La Société pourra, sans limite aucune, accepter tout apport de fonds propres ou toute autre contribution sans émission de Parts Sociales ou autres titres en contrepartie de l'apport, et pourra créditer ces apports sur un ou plusieurs comptes. Les décisions quant à l'utilisation de ces comptes devront être prises par l'(les) Associé(s) et seront régies par la Loi de 1915 et les présents statuts. Afin d'éviter toute équivoque, chacune de ces décisions pourra, sans caractère obligatoire, allouer tout montant apporté à l'apporteur.»

Seconde résolution

L'Associé Unique décide de reformuler l'article 5 des Statuts qui aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 5. Capital social.** Le capital social est fixé à cent mille cent euros (EUR 100.100,-) représenté par dix-huit mille dix-huit (18.018) parts sociales de catégorie A (les Parts Sociales de Catégorie A) ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune et quatre-vingt-deux mille quatre-vingt-deux (82.082) part sociales de catégorie B (les Parts Sociales de Catégorie B, ensemble avec les Parts Sociales de Catégorie A les Parts Sociales) ayant une valeur nominale de un euro (EUR 1,-) chacune. Les détenteurs de Parts Sociales de Catégorie A sont définis ci-après les Associés A et les détenteurs de Parts Sociales de Catégorie B sont définis ci-après les Associés B, ci-après ensemble avec les Associés A les Associés.

Complémentairement au capital social, il pourra être établi un compte de prime d'émission sur lequel toute prime d'émission payée pour toute Part Sociale sera versée. Le montant dudit compte de prime d'émission sera laissé à la libre disposition des Associés.

La Société pourra, sans limite aucune, accepter tout apport de fonds propres ou toute autre contribution sans émission de Parts Sociales ou autres titres en contrepartie de l'apport, et pourra créditer ces apports sur un ou plusieurs comptes. Les décisions quant à l'utilisation de ces comptes devront être prises par l'(les) Associé(s) et seront régies par la Loi de 1915 et les présents statuts. Afin d'éviter toute équivoque, chacune de ces décisions pourra, sans caractère obligatoire, allouer tout montant apporté à l'apporteur.

Toutes les Parts Sociales donnent droit à des droits égaux.

La Société peut procéder au rachat de ses propres parts sociales dans les limites fixées par la Loi.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire instrumentant qui connaît la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande des comparantes ci-dessus, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'à la demande des comparantes, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Le document a été lu à la mandataire de la comparante, connue du notaire par son nom, prénom, état civil et domicile, laquelle comparante a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: S. HACKEL, C. WERSANDT.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 19 novembre 2012. Relation: EAC/2012/15232. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2012158311/119.

(120209499) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2012.

Ataulfo Alves Shipping Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 560A, rue de Neudorf.
R.C.S. Luxembourg B 86.681.

—
EXTRAIT

Il est porté à la connaissance des tiers que l'adresse de Itochu Corporation, associé, a été transférée du 4-1-3, Kyutaro-machi, J - Chuo-ku, Osaka, Japon au 5-1, Kita-Aoyama 2-chome, Minato-ku, Tokyo 107-8077, Japon.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 décembre 2012.

Le mandataire de la société

Référence de publication: 2012162189/13.

(120214671) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 décembre 2012.

Hunza Management S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 134.851.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

COMPAGNIE FINANCIERE DE GESTION LUXEMBOURG S.A.

Boulevard Joseph II

L-1840 Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2012161727/13.

(120213441) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 décembre 2012.

Ocean Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 16, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 109.962.

In the year two thousand and twelve, on the ninth of November,

Before the undersigned Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Is held an extraordinary general meeting of shareholders of Ocean Fund (the "Company"), a société d'investissement à capital variable, having its registered office at 16, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, constituted on the 8th of August 2005 by a notarial deed published in the Mémorial des Sociétés et Associations, number 821 on 25 August 2005 and registered in the Luxembourg Register of Commerce and Companies under the number B-109.962.

The meeting was opened at 11 a.m. with Mr. Benoit Ernst, residing at Luxembourg in the chair (the "Chairman"),

Who appointed as secretary to the meeting, Ms. Clarisse Niekrasz, residing at Luxembourg (the "Secretary").

The meeting elected as scrutineer Ms. Betty Weissenbacher, having her professional address at Luxembourg (the "Scrutineer").

The bureau of the meeting (the "Meeting") having thus been constituted, the Chairman declared and requested the notary to state:

1 That this Meeting has been convened by notices containing the agenda, sent to each shareholder by registered mail on the October 10th, 2012, published in the Mémorial on 9 and 24 October 2012, in the Luxemburger Wort and in the Quotidien on 9 and 24 October 2012.

2 That a first extraordinary general meeting, called upon the notices set forth in the minutes, with the same agenda as the agenda of the present meeting indicated hereabove, was held on September 28th, 2012 and could not validly decide on the items of the agenda for lack of the legal quorum.

3 That the agenda of the Meeting is the following:

1 To amend the text of a number of articles of the Articles of Incorporation in order to implement the changes incurred by the new law dated 17 December 2010 on undertakings for collective investment (the "2010 Law"), implementing Directive 2009/65/EC of the European Parliament and of the Council of 13 July 2009 (the "UCITS IV Directive"), and in particular to replace any reference to the law dated 20 December 2002 on undertakings for collective investment by references to the law dated 17 December 2010 on undertakings to collective investment;

2 To amend the object of the Company in article 3 in order to update the reference to the fund legislation. The new text of Article 3 will read as follows:

"The sole object of the Company is the collective investment of its assets in transferable securities and/or in money market instruments and in any other securities or instruments authorised by Part II of the law of 17 December 2010 regarding undertakings for collective investment or any legislative replacements or amendments thereof (the «2010 Law») as well as in units or shares of undertakings for collective investment of the open or closed-ended type, with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its portfolio.

The Company may take any measures and carry on any operations deemed useful for the accomplishment and development of its object in the broadest sense in the frame of the 2010 Law."

3 To amend article 4 to foresee the possibility for the Board of Directors to transfer the registered office of the Company within the municipality of the City of Luxembourg.

4 To amend article 5 to delete the obligation to reach a minimum capital of 1,250,000 Euro within the first six months following the incorporation of the Company in order only precise that the minimum capital of the Company shall not be less than one million two hundred and fifty thousand EUR (EUR 1,250,000.-).

5 To amend article 11 to remove a static definition of the term "US person" and to refer to its definition within the Prospectus of the Company.

6 To amend article 13 to allow the Board of Directors to decide that part or all of requests for redemption or conversion will be deferred for a period and in a manner the Board of Directors considers to be in the best interests of the Company, if, at any given date redemption and conversion requests exceed a certain level to be determined by the Board of Directors in relation to the net asset or the number of shares in issue in a Class. On the next valuation date following that period, these redemption and conversion requests will be met in priority to later requests.

7 To amend article 14 to allow suspension of the calculation of the net asset value in the following additional circumstances: (i) during any period when factors, related to, among others, the political, economic, military, monetary, and fiscal situation and escaping the control, the responsibility and the means of action of the Company prevent it from disposing of the assets of one or more Sub-funds or determining the net asset value of one or more Sub-funds of the Company in a usual and reasonable way, (ii) upon publication of a notice to shareholders in connection with the liquidation of Sub-funds of the Company and (iii) in case of a decision to merge the Company or one of its Sub-Fund thereof provided that any such suspension is justified for the protection of the shareholders.

8 To amend article 19 in order to precise that, given the fact that only registered shares are issued, notice to the General Shareholders' Meetings may be convened at least eight days (instead of fifteen days) by way of registered mail or ordinary mail in the case where notices are published in the Memorial Recueil des Sociétés et Associations of Luxembourg, in a Luxembourg newspaper and in such other newspapers as the Board may decide.

9 To amend article 23 to reduce the delay for convening Board of Directors meetings from at least three days in advance to at least twenty-four hours in advance.

10 To amend article 24 in order to foresee the possibility for two directors or any person authorised by the Company's board of directors with the authority to sign the minutes as well as copies or extracts of such minutes of any meeting of the board.

11 To restate the article 25 in order to foresee the possibility for the chairman of the board, two directors or any representative(s), delegate(s) to the daily management or any other authorised agent up to the limit of their powers to represent the Company in acts.

12 To restate article 27 relating to conflicts of interests.

13 To amend article 35 in order to foresee the possibility for the Board of Directors to compulsory redeem all the shares of a Class or Sub-Fund when the range of products offered to clients is rationalized.

14 To completely restate the Articles of Incorporation with effect as the date of the extraordinary general meeting in order to reflect the various amendments adopted by the extraordinary general meeting and resolve that the only version of the Articles of Incorporation will be the English version.

15 To resolve that the effective date of the resolutions of the above agenda shall become effective on the date of the extraordinary general meeting.

16 Miscellaneous.

17 That the shareholders present or represented, the proxies of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list. This attendance list is signed by the shareholders, the proxies of the represented shareholders and the bureau of the meeting and will remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The proxies of the represented shareholders, initialised "ne varietur" by the appearing parties will also remain attached to the present deed.

That it appears from the attendance list mentioned hereabove that out of 2,517,656 shares outstanding, 2,251,959 shares are present or represented at the present meeting.

According to article 67 and 67-1 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended from time to time, the present meeting is authorized to take resolutions whatever the proportion of the represented capital may be.

After the foregoing has been approved by the Meeting, the same unanimously took the following resolutions except the sixth resolution, which has been taken by 2,251,910 votes for and 49 votes against:

First resolution

The general meeting resolves to amend the text of a number of articles of the Articles of Incorporation in order to implement the changes incurred by the new law dated 17 December 2010 on undertakings for collective investment (the "2010 Law"), implementing Directive 2009/65/EC of the European Parliament and of the Council of 13 July 2009 (the "UCITS IV Directive"), and in particular to replace any reference to the law dated 20 December 2002 on undertakings for collective investment by references to the law dated 17 December 2010 on undertakings to collective investment;

Second resolution

The general meeting resolves to amend the object of the Company in article 3 in order to update the reference to the fund legislation. The new text of Article 3 will read as follows:

"The sole object of the Company is the collective investment of its assets in transferable securities and/or in money market instruments and in any other securities or instruments authorised by Part II of the law of 17 December 2010 regarding undertakings for collective investment or any legislative replacements or amendments thereof (the «2010 Law») as well as in units or shares of undertakings for collective investment of the open or closed-ended type, with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its portfolio.

The Company may take any measures and carry on any operations deemed useful for the accomplishment and development of its object in the broadest sense in the frame of the 2010 Law."

Third resolution

The general meeting resolves to amend article 4 to foresee the possibility for the Board of Directors to transfer the registered office of the Company within the municipality of the City of Luxembourg.

Fourth resolution

The general meeting resolves to amend article 5 to delete the obligation to reach a minimum capital of 1,250,000 Euro within the first six months following the incorporation of the Company in order only precise that the minimum capital of the Company shall not be less than one million two hundred and fifty thousand EUR (EUR 1,250,000.-).

Fifth resolution

The general meeting resolves to amend article 11 to remove a static definition of the term "US person" and to refer to its definition within the Prospectus of the Company.

Sixth resolution

The general meeting resolves to amend article 13 to allow the Board of Directors to decide that part or all of requests for redemption or conversion will be deferred for a period and in a manner the Board of Directors considers to be in the best interests of the Company, if, at any given date redemption and conversion requests exceed a certain level to be determined by the Board of Directors in relation to the net asset or the number of shares in issue in a Class. On the next valuation date following that period, these redemption and conversion requests will be met in priority to later requests.

Seventh resolution

The general meeting resolves to amend article 14 to allow suspension of the calculation of the net asset value in the following additional circumstances: (i) during any period when factors, related to, among others, the political, economic, military, monetary, and fiscal situation and escaping the control, the responsibility and the means of action of the Company prevent it from disposing of the assets of one or more Sub-funds or determining the net asset value of one or more Subfunds of the Company in a usual and reasonable way, (ii) upon publication of a notice to shareholders in connection with the liquidation of Sub-funds of the Company and (iii) in case of a decision to merge the Company or one of its SubFund thereof provided that any such suspension is justified for the protection of the shareholders.

Eight resolution

The general meeting resolves to amend article 19 in order to precise that, given the fact that only registered shares are issued, notice to the General Shareholders' Meetings may be convened at least eight days (instead of fifteen days) by way of registered mail or ordinary mail in the case where notices are published in the Mémorial Recueil des Sociétés et Associations of Luxembourg, in a Luxembourg newspaper and in such other newspapers as the Board may decide.

Ninth resolution

The general meeting resolves to amend article 23 to reduce the delay for convening Board of Directors meetings from at least three days in advance to at least twenty-four hours in advance.

Tenth resolution

The general meeting resolves to amend article 24 in order to foresee the possibility for two directors or any person authorised by the Company's board of directors with the authority to sign the minutes as well as copies or extracts of such minutes of any meeting of the board.

Eleventh resolution

The general meeting resolves to restate the article 25 in order to foresee the possibility for the chairman of the board, two directors or any representative(s), delegate(s) to the daily management or any other authorised agent up to the limit of their powers to represent the Company in acts.

Twelveth resolution

The general meeting resolves to restate article 27 relating to conflicts of interests.

Thirteenth resolution

The general meeting to amend article 35 in order to foresee the possibility for the Board of Directors to compulsory redeem all the shares of a Class or SubFund when the range of products offered to clients is rationalized.

Fourteenth resolution

The general meeting resolves to completely restate the Articles of Incorporation with effect as of 9 November 2012, in order to reflect the various amendments adopted by the extraordinary general meeting and resolve that the only version of the Articles of Incorporation will be the English version.

RESTATED ARTICLES OF INCORPORATION

1. Denomination, Duration, Corporate object, Registered office

Art. 1. Denomination. There exists among the subscribers and all those who become owners of shares hereafter issued, a corporation in the form of a société d'investissement à capital variable with multiple sub-funds under the name of "Ocean Fund" (hereinafter referred to as the "Company").

Art. 2. Duration. The Company is established for an unlimited period of time. The Company may be dissolved by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these Articles of Incorporation as further described under Article 34.

Art. 3. Corporate object. The sole object of the Company is the collective investment of its assets in transferable securities and/or in money market instruments and in any other securities or instruments authorised by Part II of the law of 17 December 2010 regarding undertakings for collective investment or any legislative replacements or amendments thereof (the «2010 Law») as well as in units or shares of undertakings for collective investment of the open or closed-ended type, with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its portfolio.

The Company may take any measures and carry on any operations deemed useful for the accomplishment and development of its object in the broadest sense in the frame of the 2010 Law.

Art. 4. Registered office. The registered office of the Company is established in Luxembourg. Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by resolution of the Board of Directors of the Company.

In the event that the Board of Directors determines that extraordinary political, economic, social or military developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company.

The registered office may be transferred within the municipality of the City of Luxembourg by decision of the Board of Directors of the Company.

2. Share capital, Variations of the share capital, Characteristics of the shares

Art. 5. Share capital. The share capital of the Company is represented by shares with no par value all paid entirely upon issue and shall be at any time equal to the total net assets of the various sub-funds of the Company, as defined in Article 12 hereof. The minimum capital of the Company shall not be less than one million two hundred and fifty thousand EUR (EUR 1,250,000.-).

The initial share capital of the Company was of EUR thirty one thousand (EUR 31,000) represented by thirty one (31) shares of class [B] shares of the Sub-Fund named Ocean Fund / Equities Japan Target II with no par value, as defined in Article 9 hereof.

For consolidation purposes, the base currency of the Company is the Euro (EUR).

Art. 6. Variations in share capital. The share capital may be increased or decreased as a result of the issue by the Company of new fully paid-up shares or the repurchase by the Company of existing shares from its shareholders.

Art. 7. Sub-Funds. The Board of Directors of the Company may, at any time, establish several portfolios of assets, each constituting a sub-fund (hereinafter referred to as a "Sub-Fund"), a "compartiment" within the meaning of Article 181 of the 2010 Law.

The Board of Directors shall attribute specific investment objectives and policies and denomination to each Sub-Fund.

Art. 8. Classes of shares. The Board of Directors of the Company may, at any time, within each SubFund, issue different classes of shares (hereinafter referred to as a "Class" or "Classes") which may differ in, inter alia, their reference currency, charging structure, the minimum investment requirements, the management fees, in the attribution of the Company's performance applying to them or type of target investors.

Art. 9. Form of the shares. Upon their issue the shares are freely negotiable. In each Sub-Fund, the shares of each Class benefit in an equal manner from the profits of the Sub-Fund, but do not benefit from any preferred right or pre-emption right. At the general meetings of shareholders, one vote is granted to each share, regardless of its net asset value.

Fractions of shares, up to one thousandth, may be issued and will participate in proportion to the profits of the relevant Sub-Fund but do not carry any voting rights.

The Company may issue shares in registered form only.

Shares issued in registered form shall be materialized either by a registered certificate (for any whole number of shares), or by an inscription in the register of shareholders (for any number of shares including thousandth of shares).

In the absence of a specific request for share certificates, each shareholder will receive written confirmation of the number of shares held in each Sub-Fund and in each Class of shares. Upon request, a shareholder may receive without any charge, a registered certificate in respect of the shares held.

The certificates delivered by the Company are signed by two Directors (the two signatures may be either hand-written, printed or appended with a signature stamp) or by one Director and another person authorized by the Board of Directors for the purpose of authenticating certificates (in which case, the signature must be hand-written).

In case a holder of registered shares requests that more than one certificate be issued for his shares, the cost of such additional certificates may be charged to him.

The transfer of registered shares shall be carried out (a) in case certificates have been issued, through the delivery to the Company of the certificate(s) representing such shares, together with all transfer documents required by the Company, and (b) if no certificate(s) have been issued, through a written statement of transfer recorded in the register of shares, dated and signed by the assignor and the assignee or by their due representatives justifying as to their required powers.

The Board of Directors may delegate to any Director, manager of the Company or any other person duly authorized in this regard, the charge of accepting subscriptions and of receiving in return the price representing such subscribed shares.

Shares shall only be issued upon acceptance of the subscription and receipt of the purchase price by the Custodian Bank or by a person acting for its account. Subject to all applicable laws and regulations, payment of the purchase price will be made in the currency in which the shares are denominated as well as in certain other currencies as may be determined from time to time by the Board of Directors. Following acceptance of the subscription and receipt of the relevant purchase price, rights in the subscribed shares shall be vested in the subscriber and, following his request, he shall forthwith receive final share certificates in registered form.

The payment of dividends shall be carried out as regards registered shares at the address of the relevant shareholder recorded in the register of shareholders.

All shares issued by the Company shall be recorded in the register of shareholders; it shall be kept at the registered office of the Company. Such share register shall set forth the name of each shareholder, his residence or elected domicile, the number of shares held by him, the Class of each such share, the amounts paid for each such share, the transfer of shares and the dates of such transfers. The share register is conclusive evidence of ownership. The Company treats the registered owner of a share as the absolute and beneficial owner thereof.

Any registered shareholder shall be bound to provide the Company with an address to which all communications and information pertaining to the Company may be sent. This address shall also be recorded in the register of shareholders.

In case any such shareholder shall fail to supply the Company with an address, mention of such failure may be recorded in the register of shares, and the address of the shareholder shall be deemed to be that of the registered office of the Company or such other address as may be determined by the Company, until another address is supplied by the concerned shareholder. The shareholder may have the address inscribed in the register of shares modified at any time by a written statement sent to the Company at its registered office, or at such other address as may be decided upon by the Company.

The Company will recognise only one holder in respect of each share in the Company. In the event of joint ownership, the Company may suspend the exercise of any right deriving from the relevant share or shares until one person shall have been designated to represent the joint owners vis-à-vis the Company.

Art. 10. Loss or destruction of share certificates. If any shareholder can prove to the satisfaction of the Company that his share certificate has been mislaid or destroyed, then at his request, a duplicate share certificate may be issued under such conditions and guarantees as the Company may determine, including an indemnity or other verification of title or claim to title countersigned by a bank, stockbroker or other party acceptable to the Company. Upon the issue of the new share certificate, on which it shall be recorded that it is a duplicate, the original share certificate shall become null and void.

Mutilated or defaced share certificates may be exchanged for new ones by order of the Company.

The mutilated or defaced certificates shall be delivered to the Company and shall be annulled immediately.

The Company, at its discretion, may charge the shareholder for the costs of a duplicate or of a new share certificate, as well as all costs and reasonable expenses incurred by the Company in connection with the issuance and registration thereof, or in connection with the annulment of the old share certificate.

Art. 11. Limitation to the ownership of shares. The Company may restrict or prevent the direct or indirect ownership of shares in the Company by any person, firm, partnership or corporate body, if in the sole opinion of the Company such holding may be detrimental to the interests of the existing shareholders or of the Company, if it may result in a breach of any law or regulation, whether Luxembourg or foreign, or if as a result thereof the Company may become exposed to tax disadvantages, fines or penalties that it would not have otherwise incurred (such persons, firms, partnerships or corporate bodies to be determined by the Board of Directors).

For such purposes, the Company may, at its discretion and without liability:

a) decline to issue any share and decline to register any transfer of a share, where it appears that such registration or transfer would or may eventually result in the beneficial ownership of said share by a person who is precluded from holding shares in the Company;

b) where it appears to the Company that any person, who is precluded from holding shares in the Company, either alone or in conjunction with any other person, is a beneficial owner of shares, compulsorily purchase from any such shareholder all shares held by such shareholder; or

c) where it appears to the Company that one or more persons are the owners of a proportion of the shares in the Company which would render the Company subject to tax or other regulations of jurisdictions other than Luxembourg, compulsorily repurchase all or a proportion of the shares held by such shareholders.

In such cases enumerated at (a) to (c) (inclusive) here above, the following proceedings shall be applicable:

1) The Company shall serve a notice (hereinafter referred to as the "Redemption Notice") upon the holder of shares subject to compulsory repurchase; the Redemption Notice shall specify the shares to be repurchased as aforesaid, the redemption price (as defined here below) to be paid for such shares and the place at which this price is payable. Any such notice may be served upon such shareholder by registered mail, addressed to such shareholder at his last known address or at his address as indicated in the share register. The said shareholder shall thereupon forthwith be obliged to deliver to the Company the share certificate, if issued, representing shares specified in the Redemption Notice. Immediately after the close of business on the date specified in the Redemption Notice, such shareholder shall cease to be the owner of the shares specified in the Redemption Notice and the share certificate, if issued, representing such shares shall be cancelled in the books of the Company.

2) The price at which the shares specified in any Redemption Notice shall be purchased (hereinafter referred to as the "Redemption Price") shall be an amount equal to the net asset value per share of the Class and the Sub-Fund to which the shares belong, determined in accordance with Article 12 hereof, as at the date of the Redemption Notice.

3) Subject to all applicable laws and regulations, payment of the Redemption Price will be made to the owner of such shares in the currency in which the shares are denominated as well as in certain other currencies as may be determined from time to time by the Board of Directors, and will be deposited by the Company with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the Redemption Notice) for payment to such owner upon surrender of the share certificate, if issued, representing the shares specified in such redemption notice. Upon deposit of such Redemption Price as aforesaid, no person interested in the shares specified in such Redemption Notice shall have any further interest in such shares or any claim against the Company or its assets in respect thereof, except the right of the shareholder appearing as the owner thereof to receive the Redemption Price so deposited (without interest) from such bank upon effective surrender of the share certificate, if issued, as aforesaid.

4) The exercise by the Company of the powers conferred by this Article 11 shall not be questioned or invalidated in any case on the ground that there was insufficient evidence of ownership of shares by any person at the date of any Redemption Notice, provided that in such case the said powers were exercised by the Company in good faith.

The Company may also, at its discretion and without liability, decline to accept the vote of any person who is precluded from holding shares in the Company at any meeting of shareholders of the Company.

Specifically, the Company may restrict or prevent the direct or indirect ownership of shares in the Company by any "US person" as defined from time to time by the Board of Directors in the Prospectus of the Company.

3. Net asset value, Issue and Repurchase of shares, Suspension of the calculation of the net asset value

Art. 12. Net asset value. The net asset value per share of each Class of shares in each Sub-Fund of the Company shall be determined periodically under the responsibility of the Board of Directors of the Company, but in any case not less than once a month, as the Board of Directors may determine (every such day for determination of the net asset value being referred to herein as the "Valuation Day") on the basis of the last available closing prices on the markets where the securities held by the concerned Sub-Fund are negotiated.

If such day falls on a (legal or bank) holiday in Luxembourg, then the Valuation Day shall be the first succeeding full business day in Luxembourg.

The net asset value per share is expressed in the reference currency of each Sub-Fund and, for each Class of shares within all Sub-Funds, and is determined by dividing the net assets of each Sub-Fund properly attributable to such Class of shares less value of the total liabilities of such Sub-Fund properly attributable to such Class of shares by the total number of shares of such Class outstanding on any Valuation Day.

If since the close of business, there has been a material change in the quotations on the markets on which a substantial portion of the investments attributable to a particular Sub-Fund are dealt or quoted, the Company may, in order to safeguard the interests of shareholders and the Company, cancel the first valuation and carry out a second valuation.

Upon the creation of a new Sub-Fund, the total net assets attributable to each Class of shares of such Sub-Fund shall be determined by multiplying the number of shares of a Class issued in the Sub-Fund by the applicable purchase price per share. The amount of such total net assets shall be subsequently adjusted when shares of such Class are issued or repurchased according to the amount received or paid as the case may be.

The valuation of the net asset value per share of the different Classes of shares shall be made in the following manner:

a) The assets of the Company shall be deemed to include:

- 1) all cash on hand or on deposit, including any interest accrued thereon;
- 2) all bills and demand notes payable and accounts receivable (including proceeds of securities sold but not delivered);
- 3) all bonds, time notes, certificates of deposit, shares, stocks, units or shares of undertakings for collective investment, debentures, debenture stocks, subscription rights, warrants, options and other securities, financial instruments and similar assets owned or contracted for by the Company (provided that the Company may make adjustments in a manner not inconsistent with paragraph (i) below with regards to fluctuations in the market value of securities caused by trading ex-dividends, ex-rights, or by similar practices);
- 4) all stock dividends, cash dividends and cash distributions receivable by the Company to the extent information thereon is reasonably available to the Company;
- 5) all interest accrued on any interest-bearing assets owned by the Company except to the extent that the same is included or reflected in the principal amount of such assets;
- 6) the preliminary expenses of the Company, including the cost of issuing and distributing shares of the Company, insofar as the same have not been written off;
- 7) all other assets of any kind and nature including expenses paid in advance.

The value of such assets shall be determined as follows:

- i) The value of any cash on hand or on deposit bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends, interest declared or accrued and not yet received, all of which are deemed to be the full amount thereof, unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof is arrived at after making such discount as may be considered appropriate in such case to reflect the true value thereof;
- ii) Securities listed on a recognised stock exchange or dealt on any other regulated market (hereinafter referred to as a "Regulated Market") that operates regularly, is recognised and is open to the public, will be valued at their last available closing prices, or, in the event that there should be several such markets, on the basis of their last available closing prices on the main market for the relevant security;
- iii) In the event that the last available closing price does not, in the opinion of the Directors, truly reflect the fair market value of the relevant securities, the value of such securities will be defined by the Directors based on the reasonably foreseeable sales proceeds determined prudently and in good faith;
- iv) Securities not listed or traded on a stock exchange or not dealt on another Regulated Market will be valued on the basis of the probable sales proceeds determined prudently and in good faith by the Directors;
- v) The liquidating value of futures, forward or options contracts not traded on exchanges or on other Regulated Markets shall mean their net liquidation value determined, pursuant to the policies established by the Directors, on a basis consistently applied for each different variety of contracts. The liquidating value of futures, forward or options contracts traded on exchanges or on other Regulated Markets shall be based upon the last available settlement prices of these contracts on exchanges and Regulated Markets on which the particular futures, forward or options contracts are traded by the Company; provided that if a future, forward or options contract could not be liquidated on the day with respect to which net assets are being determined, the basis for determining the liquidating value of such contract shall be such value as the Directors may deem fair and reasonable;

vi) Money market instruments not listed or traded on a stock exchange or not dealt on another Regulated Market will be valued at their face value with interest accrued;

vii) In case of short term instruments which have a maturity of less than 90 days, the value of the instrument based on the net acquisition cost is gradually adjusted to the repurchase price thereof. In the event of material changes in market conditions, the valuation basis of the investment is adjusted to the new market yields.

viii) Interest rate swaps will be valued at their market value established by reference to the applicable interest rates curve. Swaps pegged to indexes or financial instruments shall be valued at their market value, based on the applicable index or financial instrument. The valuation of the swaps tied to such indexes or financial instruments shall be based upon the market value of said swaps, in accordance with the procedures laid down by the Board of Directors.

ix) Credit default swaps are valued on the net asset value frequency founding on a market value obtained by external price providers. The calculation of the market value is based on the credit risk of the reference party respectively the issuer, the maturity of the credit default swap and its liquidity on the secondary market. The valuation method is recognized by the Board of Directors and checked by the auditors.

x) Investments in open-ended UCI will be valued on the basis of the last available net asset value of the units or shares of such UCI;

xi) All other transferable securities and other permitted assets will be valued at fair market value as determined in good faith pursuant to procedures established by the Board of Directors.

Any assets held in a particular Sub-Fund not expressed in the base currency of the Company will be translated into such base currency at the rate of exchange prevailing in a recognised market on the day when the last available closing prices are taken.

The Board of Directors, in its discretion, may permit some other method of valuation, based on the probable sales price as determined with prudence and in good faith by the Board of Directors, to be used if it considers that such valuation, better reflects the fair value of any asset of the Company.

In the event that the quotations of certain assets held by the Company should not be available for calculation of the net asset value per share of a Sub-Fund, each one of these quotations might be replaced by its last known quotation (provided this last known quotation is also representative) preceding the last quotation or by the last appraisal of the last quotation on the relevant Valuation Day, as determined by the Board of Directors.

b) The liabilities of the Company shall be deemed to include:

- 1) all loans, bills and accounts payable;
- 2) all accrued or payable administrative expenses (including global management fees, distribution fees, custodian fees, administrative agent fees, registrar and transfer agent fees, nominees fees and other third party fees);
- 3) all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payment of money or property;
- 4) an appropriate provision for future taxes based on capital and income to the Valuation Day, as determined from time to time by the Company, and other reserves, if any, authorised and approved by the Directors, in particular those that have been set aside for a possible depreciation of the investments of the Company; and
- 5) all other liabilities of the Company of whatsoever kind and nature except liabilities represented by shares of the Company.

In determining the amount of such liabilities, the Company shall take into account all expenses payable by the Company which shall comprise formation expenses, fees payable to its Directors (including all reasonable out of pocket expenses), the Investment Manager and Sub-Investment Managers and the Investment Advisors if any, accountants, Custodian Bank and Paying Agents, Administrative, Corporate and Domiciliary Agent, Registrar and Transfer Agent and permanent representatives in places of registration, nominees and any other agent employed by the Company, fees for legal and auditing services, cost of any proposed listings, maintaining such listings, promotion, printing, reporting and publishing expenses (including reasonable marketing and advertising expenses and costs of preparing, translating and printing in different languages) of prospectuses, explanatory memoranda or registration statements, annual reports and semi-annual reports, long form reports, taxes or governmental and supervisory authority charges, insurance costs and all other operating expenses, including the cost of buying and selling assets, interest, bank charges and brokerage, postage, telephone and telex. The Company may calculate administrative and other expenses of a regular or recurring nature on an estimated figure for yearly or other periods in advance, and may accrue the same in equal proportions over any such period.

As between the shareholders, each Sub-Fund shall be treated as a separate legal entity.

With regard to third parties, the Company shall constitute a single legal entity, however, by derogation from Article 2093 of the Luxembourg Civil Code, the assets of a particular Sub-Fund are only applicable to the debts, engagements and obligations of that Sub-Fund. The assets, commitments, charges and expenses which cannot be allocated to one specific Sub-Fund will be charged to the different Sub-Funds proportionally to their respective net assets and pro rata temporis, if appropriate due to the amounts considered.

All shares in the process of being redeemed by the Company shall be deemed to be issued until the close of business on the Valuation Day applicable to the redemption. The redemption price is a liability of the Company from the close of business on this date until paid.

All shares issued by the Company in accordance with subscription applications received shall be deemed issued from the close of business on the Valuation Day applicable to the subscription. The subscription price is an amount owed to the Company from the close of business on such day until paid.

As far as possible, all investments and divestments chosen and in relation to which action is taken by the Company up to the Valuation Day shall be taken into consideration in the valuation.

Art. 13. Issue, Redemption and Conversion of shares. The Board of Directors is authorised to issue further fully paid-up shares of each Class of shares and of each Sub-Fund at any time at a price based on the net asset value per share for each Class of shares and for each Sub-Fund determined in accordance with Article 12 hereof, as of such valuation date as is determined in accordance with such policy as the Board of Directors may from time to time determine. Such price may be increased by applicable sales charges, as approved from time to time by the Board of Directors.

The Board of Directors may delegate to any duly authorised director or officer of the Company or to any other duly authorised person, the duty of accepting subscriptions and of receiving payment for such new shares.

All new share subscriptions shall, under pain of nullity, be entirely liberated, and the shares issued carry the same rights as those shares in existence on the date of the issuance.

The Company may reject any subscription in whole or in part, and the Directors may, at any time and from time to time and in their absolute discretion without liability and without notice, discontinue the issue and sale of shares of any Class in any one or more Sub-Funds.

The Board of Directors may, at its discretion and under the provisions of the Prospectus, decide to suspend temporarily the issue of new shares of any SubFund of the Company. The decision of suspension will be published in one Luxembourg newspaper and in such other newspapers as the Board of Directors may decide. The registered shareholders shall also be informed by a notice sent by mail at their address recorded in the shareholders' register. The subscription orders received during the temporary closing of subscription will not be kept for further treatment.

During the period of suspension, the shareholders will remain free to redeem their shares at any Valuation Day.

The Board of Directors may decide, at its discretion and under the provisions of the Prospectus, to reopen the issue of shares. The shareholders and the public will be informed according to the same modalities as mentioned here above.

The Board of Directors may, at its discretion, decide to accept securities as valid consideration for a subscription provided that these comply with the investment policy and restrictions of the relevant Sub-Fund. Shares will only be issued upon receipt of the securities being transferred as payment in kind. Such subscription in kind, if made, will be reviewed and the value of the assets so contributed verified by the auditor of the Company. A report will be issued detailing the securities transferred, their respective market values of the day of the transfer and the number of shares issued and such report will be available at the office of the Company. Exceptional costs resulting from a subscription in kind will be borne exclusively by the subscriber informed.

Any shareholder may request the redemption of all or part of his shares by the Company under the terms and conditions set forth by the Board of Directors in the Prospectus and within the limits as provided in this Article 13. The Redemption Price per share shall be paid within a period as determined by the Board of Directors which shall not exceed seven business days from the relevant valuation date, as it is determined in accordance with such policy as the Board of Directors may from time to time determine, provided that the share certificates, if any, and the transfer documents have been received by the Company. The redemption price shall be equal to the net asset value per share relative to the Class and to the SubFund to which it belongs, determined in accordance with the provisions of Article 12 hereof, decreased by charges and commissions at the rate provided in the Prospectus. Any such request for redemption must be filed by such shareholder in written form at the registered office of the Company in Luxembourg or with any other legal entity appointed by the Company for the redemption of shares. The request shall be accompanied by the certificate(s) for such shares, if issued. The relevant Redemption Price may be rounded up or down to the nearest unit of the relevant currency (a maximum of four decimal places of the reference currency as the Board of Directors shall determine).

The Company shall ensure that at all times each Sub-Fund has enough liquidity to enable satisfaction of any requests for redemption of shares.

If as a result of any request for redemption, the aggregate net asset value per share of the shares held by a shareholder in any Class of shares would fall below such value as determined by the Board of Directors, then the Company may decide that this request be treated as a request for redemption for the full balance of such shareholder's holding of shares in such Class, as stated in the Prospectus.

Further if at any given date redemption requests pursuant to this Article 13 and conversion requests exceed a certain level to be determined by the Board of Directors in relation to the net asset or the number of shares in issue in a Class the Board of Directors may decide that part or all of such requests for redemption or conversion will be deferred for a period and in a manner the Board of Directors considers to be in the best interests of the Company. On the next valuation date following that period, these redemption and conversion requests will be met in priority to later requests.

The Company will have the right, if the Board of Directors so determines and with the consent of the shareholder concerned, to satisfy payment of the Redemption Price to any shareholder in kind by allocating to such shareholder investments from the portfolio of assets set up in connection with such Classes of shares equal in value (calculated in a manner as described in Article 12 hereof) as of the valuation date on which the Redemption Price is calculated to the

value of shares to be redeemed. The nature and type of assets to be transferred in such case shall be determined on a fair and reasonable basis and without prejudicing the interests of the other shareholders of the relevant Sub-Fund, and the valuation used shall be confirmed by a special report of the auditor. The cost of such transfer shall be borne by the transferee, as stated in the Prospectus.

Shares redeemed by the Company shall be cancelled in the books of the Company.

Any shareholder is entitled to request for the conversion of whole or part of his shares, provided that the Board of Directors may, in the Prospectus:

a) set terms and conditions as to the right for and frequency of conversion of shares between Sub-Funds and Classes of shares; and

b) subject conversions to the payment of such charges and commissions as it shall determine.

If as a result of any request for conversion, the aggregate net asset value per share of the shares held by a shareholder in any Class of shares would fall below such value as determined by the Board of Directors, then the Company may decide that this request be treated as a request for conversion for the full balance of such shareholder's holding of shares in such Class, as stated in the Prospectus.

Such a conversion shall be effected on the basis of the net asset value of the relevant shares of the different Sub-Funds, determined in accordance with the provisions of Article 12 hereof. The relevant number of shares may be rounded up or down to a maximum of three decimal places as the Board of Directors shall determine.

The shares which have been converted into another Sub-Fund will be cancelled.

The requests for subscription, redemption and conversion shall be received at the location designated to and for this effect by the Board of Directors.

Art. 14. Suspension of the calculation of the net asset value and of the issue, the redemption and the conversion of shares. The Company may at any time suspend temporarily the calculation of the net asset value of one or more Sub-Funds and the issue, sale, redemption and conversion of shares of any Class in the following circumstances:

a) during any period when any of the principal stock exchanges or other recognised markets on which a substantial portion of the investments of the Company attributable to such Sub-Fund from time to time is quoted or dealt in is closed otherwise than for ordinary holidays, or during which dealings therein are restricted or suspended, provided that such restriction or suspension affects the valuation of the investments of the Company attributable to such Sub-Fund quoted thereon;

b) during the existence of any state of affairs which constitutes an emergency (as political, military, economic or monetary events) in the opinion of the Directors as a result of which disposal or valuation of assets owned by the Company attributable to such Sub-Fund would be impracticable;

c) during any breakdown in the means of communication normally employed in determining the price or value of any of the investments of such Sub-Fund or the current price or value on any stock exchange or other market in respect of the assets attributable to such Sub-Fund;

d) during any period when the Company is unable to repatriate funds for the purpose of making payments on the redemption of shares of such Sub-Fund or during which any transfer of funds involved in the realisation or acquisition of investments or payments due on redemption of shares cannot, in the opinion of the Directors, be effected at normal rates of exchange;

e) any period when factors related to, among others, the political, economic, military, monetary or fiscal situation and escaping the control, the responsibility and the means of action of the Company prevent it from disposing of the assets of one or more Sub-funds or determining the net asset value of one or more Sub-funds of the Company in a usual and reasonable way;

f) when for any other reason the prices of any investments owned by the Company attributable to such Sub-Fund cannot promptly or accurately be ascertained;

g) upon the publication of a notice convening a general meeting of shareholders for the purpose of winding-up the Company or upon the publication of a notice to shareholders in connection with the liquidation of its Sub-Funds.

h) in case of a decision to merge the Company or a Sub-Fund thereof or in case of amalgamation or division of a Sub-Fund provided that any such suspension is justified for the protection of the shareholders.

The suspension of the net asset value calculation of a Sub-Fund shall have no effect on the calculation of the net asset value, the issue, sale, redemption and conversion of shares of any other Sub-Fund for which the net asset value calculation is not suspended.

Under exceptional circumstances, the Board of Directors reserves the right to conduct the necessary sales of transferable securities before setting the share price at which shareholders can apply to have their shares redeemed or converted. In this case, subscriptions, redemptions and conversion applications in process shall be dealt with on the basis of the net asset value thus calculated after the necessary sales, which shall have been effected without delay.

Subscribers and shareholders tendering shares for redemption and conversion shall be advised of the suspension of the calculation of the net asset value.

The suspension of the calculation of the net asset value may be published by adequate means if the duration of the suspension is to exceed a certain period.

Suspended subscription, redemption and conversion applications may be withdrawn by written notice provided that the Company receives such notice before the suspension ends.

Suspended subscriptions, redemptions and conversions shall be executed on the first Valuation Day following the resumption of net asset value calculation by the Company.

4. General shareholders' meetings

Art. 15. General provisions. Any regularly constituted meeting of the shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

Any meeting of shareholders of a given Sub-Fund or of a given Class of shares shall be vested with the same powers as above with regard to any act affecting the sole holders of shares of such Sub-Fund or of such Class of shares.

Art. 16. Annual general shareholders' meeting. The annual general meeting of shareholders shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg at the registered office of the Company or such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of the meeting, on the last Wednesday of January at 2:00 p.m. If such day is a bank holiday, then the annual general meeting shall be held on the first succeeding full business day. The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgement of the Board of Directors, exceptional circumstances so require.

Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

Art. 17. General meetings of shareholders of a given Sub-Fund and of a given Class of shares. The shareholders of any Sub-Fund may hold, at any time, general meetings to decide on any matters which relate exclusively to such Sub-Fund. In addition, the shareholders of any Class of shares may hold, at any time, general meetings to decide on any matters which relate exclusively to such Class of shares. The general provisions set out in these Articles of Incorporation, as well as in the Luxembourg Law dated 10 August 1915 on Commercial Companies as amended from time to time, shall apply to such meetings.

Art. 18. Functioning of shareholders' meetings. The quorum and time required by law shall govern the notice for and conduct of the meetings of shareholders of the Company, unless otherwise provided herein.

Each share, regardless of the Class and of the Sub-Fund to which it belongs, is entitled to one vote, subject to the limitations imposed by these articles. A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing another person as his proxy in writing or by cable, telegram, telex or facsimile transmission. Fractions of shares are not entitled to a vote.

Except as otherwise required by law or as otherwise provided herein, resolutions at a meeting of shareholders duly convened will be passed by simple majority of those present or represented and voting.

The Board of Directors may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders for them to take part in any meeting of shareholders.

Further, the shareholders of each Class and of each Sub-Fund separately will deliberate and vote (subject to the conditions of quorum and majority voting as provided by law) on the following items:

1. affectation of the net profits of their Sub-Fund and Class; and
2. resolutions affecting the rights of the shareholders of one Class or of one Sub-Fund vis-à-vis of the other Classes and/or Sub-Funds.

Art. 19. Notice to the general shareholders' meetings. Shareholders shall be convened upon call by the Board of Directors by a convening notice stating the agenda of the meeting, to be sent by registered mail at least eight days prior to the date set for the meeting to all shareholders at their address recorded in the register of shareholders.

If notices are published in the Memorial Recueil des Sociétés et Associations of Luxembourg, in a Luxembourg newspaper and in such other newspapers as the Board may decide, convening notices may be sent by ordinary mail only.

5. Management of the company

Art. 20. Board of Directors. The Company shall be managed by a Board of Directors composed of not less than three members; the members of the Board of Directors need not to be shareholders of the Company.

Art. 21. Duration of the functions of the Directors, Renewal of the Board of Directors. The Directors shall be elected by the annual general meeting of shareholders for a period not exceeding six years and until their successors are elected and qualify, provided, however, that a Director may be removed with or without cause and/or replaced at any time by decision of the shareholders.

In the event of a vacancy in the office of a Director due to death, retirement or otherwise, the remaining Directors may meet and may elect, by majority vote, a Director to fill such vacancy on a provisional basis until the next general meeting of shareholders.

Art. 22. Committee of the Board of Directors. The Board of Directors may choose from among its members a chairman, and may choose from among its members one or more vice-chairman. It may also choose a secretary, who need not be a Director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of Directors and of the meetings of shareholders.

Art. 23. Meetings and Deliberations of the Board of Directors. The Board of Directors shall meet upon call by the chairman, or any two Directors, at the place indicated in the notice of meeting.

The chairman shall preside at all meetings of shareholders and the Board of Directors, but in his absence the shareholders or the Board of Directors may appoint another Director by a majority vote to preside at such meetings. For general meetings of shareholders and in the case no Director is present, any other person may be appointed as chairman.

The Board of Directors from time to time may appoint officers of the Company, including a general manager, any assistant managers, assistant secretaries or other officers considered necessary for the operation and management of the Company. Any such appointment may be revoked at any time by the Board of Directors. Officers need not be Directors or shareholders of the Company. The officers appointed, unless otherwise stipulated herein, shall have the powers and duties given to them by the Board of Directors.

Written notice of any meeting of the Board of Directors shall be given to all Directors at least twenty-four hours in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by the consent in writing or by cable, telegram, telex or facsimile transmission of each director. Separate notice shall not be required for meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the Board of Directors.

Any Director may act at any meetings of the Board of Directors by appointing in writing or by cable, telegram, telex or facsimile transmission another Director as his proxy.

Directors may not bind the Company by their individual signature, except as specifically permitted by resolution of the Board of Directors.

The Board of Directors can deliberate or act validly only if at least fifty per cent of the Directors are present or represented at a meeting of Directors. Decisions shall be taken by a majority of the votes of the Directors present or represented at such meeting. The chairman shall have the casting vote.

Circular resolutions signed by all members of the Board of Directors will be as valid and effectual as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letters, cables, telegrams, telexes, facsimile transmission and similar means.

The Board of Directors may delegate, under its responsibility and supervision, its powers to conduct the daily management and affairs of the Company and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose, to natural persons or corporate entities which need not be members of the Board.

Art. 24. Minutes. The minutes of any meeting of the Board of Directors shall be signed by the chairman, or in his absence, by the chairman pro tempore who presides at such meeting or by two Directors or by any person authorised by the Board of Directors.

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by such chairman, or by the secretary, or by two Directors, or by any person authorised by the Board of Directors.

Art. 25. Engagement of the Company vis-à-vis third persons. The Company is represented in acts, including those in which a civil servant or a legal officer is involved and in court:

- either by the chairman of the Board of Directors; or
- jointly by two Directors; or
- by the representative(s) or by the delegate(s) to the daily management up to the limit of their powers as determined by the Board of Directors.

Besides, it is validly committed by specially authorised agents within the limits of their mandates as determined by the Board of Directors.

Legal actions, in a capacity as either claimant or defendant, shall be followed up in the name of the Company by a member of the Board of Directors or by the representative or by the delegate(s) to the daily management appointed by the Board of Directors.

Art. 26. Powers of the Board of Directors. The Board of Directors determines the general orientation of the management and of the investment policy, as well as the guidelines to be followed in the management of the Company, always in application of the principle of risk diversification

The Supervisory Authority may authorise the Company to invest in accordance with the principle of risk diversification and pursuant to the 2010 Law, in different transferable securities, money market instruments as well as in units or shares of undertakings for collective investment of the open or closed-ended type.

Art. 27. Conflicts of Interest. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the Directors or officers of the Company has a personal interest in, or is a director, associate, officer or employee of such other company or firm. Any Director or officer of the

Company who serves as a director, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm but subject as hereinafter provided, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any Director or officer of the Company may have any personal interest in any transaction of the Company, such Director or officer shall make known to the Board such personal interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction, and such Director's or officer's interest therein, shall be reported to the next succeeding meeting of shareholders.

The term "personal interest", as used in the preceding sentences, shall not include any relationship with or interest in any matter, position or transaction involving CREDIT AGRICOLE group, or such other company or entity as may from time to time be determined by the Board of Directors at its discretion.

Art. 28. Indemnification of the Directors. The Company shall indemnify any Director or officer, and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonable incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a director or officer of the Company or, at its request, of any other corporation of which the Company is a shareholder or creditor and from which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

Art. 29. Allowances to the Board of Directors. The general meeting of shareholders may allow the members of the Board of Directors, as remuneration for services rendered, a fixed annual sum, as Directors' remuneration, such amount being carried as general expenses of the Company and which shall be divided at the discretion of the Board of Directors among themselves.

Furthermore, the members of the Board of Directors may be reimbursed for any expenses engaged in on behalf of the Company insofar as they are reasonable.

The remuneration of the chairman or the secretary of the Board of Directors as well as those of the general manager (s) and officers shall be fixed by the Board.

Art. 30. Investment Advisors, Investment Managers, Sub-Investment Managers, Custodian, Administrative Agent and other contractual parties. The Company may enter with any company based in Luxembourg or in a foreign country into an investment advisory agreement in order to be advised and assisted while managing its portfolios, as well as enter into investment management agreements with one or more Investment managers and Sub-Investment Managers.

In addition, the Company shall enter into service agreements with other contractual parties, for example an administrative, corporate and domiciliary agent and a registrar and transfer agent to fulfil the role of "administration centrale" in compliance with the applicable Luxembourg regulations.

The Company shall enter into a custody agreement with a bank (hereinafter referred to as the "Custodian") which shall satisfy the requirements of the Luxembourg 2010 Law. All assets of the Company are to be held by or to the order of the Custodian who shall assume towards the Company and its shareholders the responsibilities provided by law.

In the event of the Custodian desiring to retire the Board of Directors shall use their best endeavours to find another bank to be Custodian in place of the retiring Custodian and the Board of Directors shall appoint such bank as Custodian. The Board of Directors may terminate the appointment of the Custodian but shall not remove the Custodian unless and until a successor Custodian shall have been appointed in accordance with these provisions to act in the place thereof.

6. Auditor

Art. 31. Auditor. The operations of the Company and its financial situation including particularly its books shall be supervised by an auditor who shall satisfy the requirements of the 2010 Law as to respectability and professional experience and who shall perform the duties foreseen by the 2010 Law. The auditors shall be elected by the general meeting of shareholders.

7. Annual accounts

Art. 32. Accounting year. The accounting year of the Company shall begin on October 1st in each year and shall terminate on September 30 of the next year, excepted the first accounting year which started on the date of incorporation and terminated on September 30, 2006. The first semi-annual report was on March 31st, 2006.

The accounts of the Company shall be expressed in Euro. In case different Sub-Funds and several Classes of shares exist, such as provided in Article 7 and 8 of the present Articles of Incorporation, and if the accounts of such Sub-Funds and Classes of shares are expressed in different currencies, such accounts shall be converted into Euro and added in view of determining the accounts of the Company.

Art. 33. Distribution Policy. In principle, the Company does intend to distribute neither its investment income nor the net capital gains realized as the management of the Company is oriented towards capital gains. The Board of Directors shall therefore recommend the reinvestment of the results of the Company and as a consequence no dividend shall be paid to shareholders.

The Board of Directors nevertheless reserves the right to propose the payment of a dividend at anytime.

In any case, no distribution of dividends may be made if, as a result, the share capital of the Company would fall below the equivalent of Euro 1,250,000.

Declared dividends not claimed within five years of the due date will lapse and revert to the Company. No interest shall be paid on a dividend declared and held by the Company at the disposal of its beneficiary.

8. Termination of the company

Art. 34. Dissolution and Liquidation of the Company. The Company may at any time be dissolved by a resolution taken by the general meeting of shareholders subject to the quorum and majority requirements as defined by the 2010 Law.

Whenever the capital falls below two thirds of the minimum capital as provided by the 2010 Law, the Board of Directors has to submit the question of the dissolution and liquidation of the Company to the general meeting of shareholders. The general meeting for which no quorum shall be required shall decide on simple majority of the votes of the shares presented or represented at the meeting.

The question of the dissolution and liquidation of the Company shall also be referred to the general meeting of shareholders whenever the capital fall below one quarter of the minimum capital as provided by the 2010 Law. In such event the general meeting shall be held without quorum requirements and the dissolution and liquidation may be decided by the shareholders holding one quarter of the votes present or represented at that meeting.

The meeting must be convened so that it is held within a period of forty days from it is ascertained that the net assets of the Company have fallen below two thirds or one quarter of the legal minimum as the case may be.

The issue of new shares by the Company shall cease on the date of publication of the notice of the general meeting of shareholders, to which the dissolution and liquidation of the Company shall be proposed.

The dissolution/liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be natural persons or legal entities approved by the CSSF) appointed by the general meeting of shareholders effecting such dissolution/liquidation and which shall determine their powers and their compensation. The appointed liquidator(s) shall realise the assets of the Company, subject however to the supervision of the relevant supervisory authority and the best interests of the shareholders.

The proceeds of the liquidation of each Sub-Fund, net of all liquidation expenses, shall be distributed by the liquidators among the holders of shares in each Class in accordance with their respective rights.

The amounts not claimed by shareholders at the end of the liquidation process shall be deposited, in accordance with Luxembourg Law, with the Caisse de Consignation in Luxembourg until the statutory limitation period has lapsed.

Art. 35. Termination of a Sub-Fund or a Class of shares. The Board of Directors may decide at any time to terminate any Sub-Fund or any Class of shares taking due account of the interests of the shareholders. In such case, the Directors may offer the shareholders of such Sub-Fund or Class of shares the conversion of their shares into shares of another Class of shares of the same Sub-Fund or of another Sub-Fund, under the terms fixed by the Directors, or the redemption of their shares for cash at the net asset value per share (including all estimated expenses and costs relating to the termination) determined on the applicable Valuation Day.

In the event that for any reason, the value of the net assets in any SubFund or in any Class of shares within a Sub-Fund has decreased to an amount determined by the Directors from time to time to be the minimum level for such Sub-Fund or Class of shares to be operated in an economically efficient manner, or if a change in the economic or political situation relating to the Sub-Fund concerned would have material adverse consequences on the investments of that Sub-Fund or when the range of products offered to clients is rationalized, the Board of Directors may decide to compulsorily redeem all the shares of the relevant Classes issued in such Sub-Fund or of the relevant Sub-Fund at a price reflecting the anticipated realisation and liquidation costs on closing of the relevant Sub-fund or Class, but with no redemption charge. . The Company shall serve a notice to the shareholders of the relevant Class(es) of shares in writing prior to the effective date for such Compulsory Redemption, which will indicate the reasons for, and the procedure of, the redemption operations.

Any request for subscription shall be suspended as from the moment of the announcement of the termination of the relevant Sub-Fund or Class.

Notwithstanding the above powers conferred on the Directors, the general meeting of shareholders of any one or all Classes of shares issued in any Sub-Fund may, upon proposal from the Directors, redeem all the shares of the relevant Classes issued in such Sub-Fund and refund to the shareholders the net asset value of their shares (taking into account actual realization prices of investments, realization expenses and the provision of the liquidation's fees) calculated on the Valuation Day at which such decision shall take effect. There shall be no quorum requirements for such general meeting of shareholders that shall decide by resolution taken by simple majority of those present or represented.

Assets which are not distributed to their owners upon the implementation of the redemption will be deposited with the Custodian for a period of sixth months thereafter; after such period, the assets will be deposited with the Caisse de Consignation on behalf of the persons entitled thereto.

All redeemed shares shall be cancelled thereafter by the Company.

Art. 36. Merger of Sub-Funds or Classes of shares. Under the same circumstances as provided in Article 35, the Board of Directors may decide to merge two or more Sub-Funds of the Company as well as merge one or more Sub-Funds of the Company into another Luxembourg mutual fund regulated by Part II of the 2002 Law. Prior notice will be given to shareholders of the Sub-Fund being merged. Also, the Board of Directors may decide to merge two or more Classes of shares of the Company within the same Sub-Fund. Prior notice will be given to shareholders of the relevant Classes of shares.

Shareholders not wishing to participate in the merger may request the redemption of their shares during a period of at least one month following publication of the notice. The redemption shall be effected free of redemption charges, as the applicable net asset value determined on the day such instructions are deemed to have been received.

Art. 37. Amalgamation and Division of Sub-Funds. The Board of Directors may decide, under the same circumstances as provided under Article 35, subject as provided under the preceding paragraph, at any moment to amalgamate or divide any Sub-Fund. In the case of amalgamation or division of Sub-Funds, the existing shareholders of the respective Sub-Funds have the right to require, within one month of notification and enforcement of such event, the redemption by the Company of their shares without redemption costs.

Any request for subscription shall be suspended as from the moment of the announcement of the amalgamation or division of the relevant Sub-Fund.

Art. 38. Expenses borne by the Company. The Company shall bear its initial incorporation costs, including the costs of drawing up and printing the Prospectus, notary public fees, the filing costs with administrative and stock exchange authorities, the costs of printing the certificates and any other costs pertaining to the establishment and launching of the Company.

The costs were amortised on a period not exceeding the five first accounting years.

The Company bears all its running costs as foreseen in Article 12 hereof.

Art. 39. Amendment of the Articles of Incorporation. These Articles of Incorporation may be amended from time to time by a meeting of shareholders, subject to the quorum and majority voting requirements provided by the Laws of Luxembourg.

Any amendment of the terms and conditions of the Company which has as an effect a decrease of the rights or guarantees of the shareholders or which imposes on them additional costs, shall only come into force after a period of one month starting at the date of the approval of the amendment by the general shareholders' meeting. During this month, the shareholders may continue to request the redemption of their shares under the conditions in force before the relevant amendment.

Art. 40. General provisions. All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the 2010 Law, or subjected to the Law of 10th August 1915 on Commercial Companies, as the case may be. In case of contradiction with the provisions of the Articles, the imperative provisions of the 2010 Law will prevail, or as the case may be the imperative provisions of the Law of 10th August 1915 will prevail.

Fifteenth resolution

The general meeting resolves to resolve that the effective date of the resolutions of the above agenda shall become effective on the date of the extraordinary general meeting. Therefore, the general meeting resolves that the date of effectiveness of the resolutions set out in the agenda will be 9 November, 2012.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that upon request of the above appearing persons, this deed is worded in English.

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

Whereof, this notarial deed was drawn up in Luxembourg on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, who are known to the notary by their name, first name, civil status and residence, the appearing persons signed together with the notary, the present original deed.

Signé: B. ERNST, C. NIEKRASZ, B. WEISSENBACHER et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 16 novembre 2012. Relation: LAC/2012/54209. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR)

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 4 décembre 2012.

Référence de publication: 2012159049/814.

(120209604) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 décembre 2012.

DOPPLER S.à r.l. Orthopädietechnik, Medezintechnik, Rehabilitationstechnik, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5326 Contern, 3, rue de l'Etang.

R.C.S. Luxembourg B 24.829.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12/12/2012.

Référence de publication: 2012162372/11.

(120214353) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 décembre 2012.

Dakor Agro Holdings S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 141.738.

Le Bilan au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 décembre 2012.

Pour Dakor Agro Holdings S.A.

Représenté par M. Stéphane Hépineuze

Administrateur

Référence de publication: 2012162349/13.

(120214449) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 décembre 2012.

Dennemeyer & Associates, Société Anonyme.

Siège social: L-1274 Howald, 55, rue des Bruyères.

R.C.S. Luxembourg B 53.358.

Die Société de Révision et d'Expertises S.à.r.l., 53 route d'Arlon, L-8211 Mamer, (RCS Luxembourg B86145), wird als Rechnungsprüfer ("Réviseur d'entreprises agréé") für den Zeitraum 01/03/2008 bis zur Gesellschafterversammlung, die im Jahr 2014 stattfinden wird, mandatiert.

Luxembourg, den 12.12.2012.

DR. ROBERT FICHTER

DIRECTOR

Référence de publication: 2012162365/13.

(120214755) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 décembre 2012.

Dominus S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 111.858.

Par décision du Conseil d'administration tenu le 30 novembre 2012 au siège social de la société, il a été décidé:

- d'accepter la démission de Monsieur Gregorio Pupino résidant professionnellement au 19-21, Boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg, de sa fonction d'administrateur;

- de coopter comme nouvel administrateur Monsieur Cédric Finazzi, résidant professionnellement au 19-21 Boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg, son mandat ayant la même échéance que le mandat de son prédécesseur.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Société Européenne de Banque
Société Anonyme
Signatures
Agent administratif

Référence de publication: 2012162371/17.

(120214754) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 décembre 2012.

D.D.B. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9942 Basbellain, Maison 15.

R.C.S. Luxembourg B 101.856.

—
Date de clôture des comptes annuels 30/09/2011 a été déposée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

DERENBACH, le 12/12/2012.

FRL SA

Signature

Référence de publication: 2012162346/13.

(120214423) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 décembre 2012.

Dreamspace S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 105.022.

—
Le bilan et l'annexe au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Un administrateur

Référence de publication: 2012162373/11.

(120214244) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 décembre 2012.

Dressane S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 70.447.

—
A décidé de dénoncer le siège social avec effet au 10 décembre 2012 de la société

DRESSANE S.A.

Société anonyme

2, avenue Charles de Gaulle

L - 1653 Luxembourg

Inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 70 447

Luxembourg, le 10 décembre 2012.

CF Corporate Services

Société Anonyme

Le domiciliataire

Référence de publication: 2012162375/16.

(120215154) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 décembre 2012.

DVD Futur Sarl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7240 Bereldange, 24, route de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 92.855.

—
Les comptes annuels au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Référence de publication: 2012162376/10.

(120214541) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 décembre 2012.

E.C.R. Diffusion S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3838 Schiffange, 6, rue Pierre Frieden.

R.C.S. Luxembourg B 67.462.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012162377/10.

(120214269) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 décembre 2012.

Zeien Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4410 Soleuvre, Z.I. Um Woeller.

R.C.S. Luxembourg B 20.502.

L'an deux mille douze, le seize novembre.

Pardevant Maître Robert SCHUMAN, notaire de résidence à Differdange.

ONT COMPARU:

1.- La société à responsabilité limitée ZEIEN S.à r.l., ayant son siège social à L-4410 Soleuvre, Z.I. Um Woeller, ici représentée par son gérant unique Monsieur Raymond ZEYEN, indépendant, né à Differdange, le 28 septembre 1970 (Matricule 1970 0928 376), demeurant à L-4952 Bascharage, 9, rue Dicks-Lentz,

constituée originellement sous la dénomination NIC. ZEIEN S. à r.l. en vertu d'un acte reçu par le notaire Marc ELTER, alors de résidence à Luxembourg, en date du 30 mai 1983, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 193, du 2 août 1983, dont les statuts ont été modifiés à plusieurs reprises et pour la dernière fois suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 9 février 2011, publié au Mémorial C no 1028 du 17 mai 2011.

2.- Monsieur Raymond ZEYEN, prénommé, agissant en nom personnel,

3.- Monsieur Nicolas ZEYEN, retraité, né à Dudelange, le 6 décembre 1941 (Matricule 1941 1206 036), demeurant à L-4418 Soleuvre, 1, Place de l'Indépendance.

Les comparants prient le notaire instrumentant d'acter ce qui suit: Que les parts sociales sont actuellement réparties comme suit:

a) Monsieur Raymond ZEYEN, préqualifié: Deux cent cinquante-six parts sociales,	256
b) Monsieur Nicolas ZEYEN, préqualifié: Deux cent quarante-quatre parts sociales,	244
TOTAL: cinq cents parts sociales:	500

Par les présentes, Monsieur Nicolas ZEYEN, déclare faire donation par préciput et hors part de deux cent trente-neuf (239) parts sociales qu'il détient dans la prédite société à Monsieur Raymond ZEYEN, ce acceptant. Cette donation est évaluée à € 2.155.774,11.

L'évaluation de la société ZEIEN S.à r.l. a fait l'objet d'un rapport établi par Monsieur Luc SCHMITT, gérant associé et expert comptable auprès de la GSL FIDUCIAIRE S.à r.l. avec siège social à L-4281 Esch/Alzette, 7, rue Poertland, en date du 18 septembre 2012, lequel rapport, après avoir été signé «ne varietur» par les comparants ainsi que par le notaire instrumentant, restera annexé au présent acte pour être formalisé avec celui-ci.

La société à responsabilité limitée ZEIEN S.à r.l., représentée comme il vient d'être dit, déclare accepter la cession ci-avant mentionnée, conformément à l'article 190 de la loi sur les sociétés commerciales et n'avoir entre les mains aucun empêchement ou opposition qui puisse en arrêter ou suspendre l'effet.

A la suite de la cession ainsi intervenue, le capital social de la prédite société se trouve désormais réparti de la manière suivante:

b) Monsieur Raymond ZEYEN, préqualifié: Quatre cent quatre-vingt-quinze parts sociales,	495
b) Monsieur Nicolas ZEYEN, préqualifié: cinq parts sociales,	5
TOTAL: cinq cents parts sociales:	500

Assemblée générale extraordinaire:

Et à l'instant même associés se sont réunis en assemblée générale extraordinaire, à laquelle ils se reconnaissent dûment convoqués et dont ils déclarent avoir eu connaissance de l'ordre du jour au préalable, et ils prennent, à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

1.- L'assemblée générale décide d'augmenter le capital social à concurrence de cent cinq virgule trente-deux euro (€ 105,32) pour le porter de son montant actuel de douze mille trois cent quatre-vingt-quatorze virgule soixante-huit euro (€ 12.394,68) à douze mille cinq cents euros (€ 12.500.-) par versement en numéraire et sans création de parts sociales nouvelles.

2.- L'assemblée générale décide de réduire le nombre des parts sociales à cent (100) parts sociales avec attribution de ses parts sociales à raison de quatre-vingt-dix-neuf (99) parts sociales à Monsieur Raymond ZEYEN et de une (1) part sociale à Monsieur Nicolas ZEYEN et de fixer la valeur nominale des parts sociales à cent vingt-cinq (125.-) euro.

3.- Suite à la cession de parts intervenue ci-avant et aux résolutions prises en assemblée générale extraordinaire ci-avant, l'article 6 des statuts aura dorénavant la teneur suivante:

« **Art. 6.** Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euro (€ 12.500.-, divisé en cent (100) parts sociales d'une valeur nominale de cent vingt-cinq euro (€ 125.-) chacune.

Ces parts sont souscrites comme suit:

c) Monsieur Raymond ZEYEN, préqualifié: Quatre-vingt-dix-neuf parts sociales,	99
b) Monsieur Nicolas ZEYEN, préqualifié: Une part sociale,	1
TOTAL: cent parts sociales:	100»

Frais

Les frais et charges qui incombent à la société en rapport avec le présent acte s'élèveront approximativement à € 55.000.- et resteront à charge de Monsieur Raymond ZEYEN.

DONT ACTE, fait et passé à Differdange, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire par nom, prénom, état ou demeure, il a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: Zeyen, Zeyen, Schuman.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 26 novembre 2012. Relation: EAC / 2012 /15545. Reçu trente-huit mille huit cent trois euros et quatre-vingt-treize cents. $2.155.774,11 \text{ à } 1,5\% = 32.336,61 + 2/10 = 6.467,32 = 38.803,93$

Le Receveur ff. (signé): Halsdorf.

POUR EXPEDITION CONFORME délivrée à la société sur demande pour servir à des fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg.

Differdange, le 5 décembre 2012.

Référence de publication: 2012158623/72.

(120209297) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2012.

ECWID S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, avenue Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 163.947.

Les comptes annuels au 30 avril 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour ECWID S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2012162392/11.

(120214976) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 décembre 2012.

EECF Arena S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 102.500,00.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 112.551.

Le bilan au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 décembre 2012.

Pour EECF Arena S.à r.l.

Représenté par M. Stéphane Hépineuze

Gérant

Référence de publication: 2012162393/13.

(120214456) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 décembre 2012.

Extensity, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.
R.C.S. Luxembourg B 113.859.

Les comptes annuels au 31 mai 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012162388/10.

(120214611) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 décembre 2012.

Cresford Real Estate S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 71.549.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire du 12 décembre 2012

L'Assemblée renouvelle les mandats d'administrateur de Monsieur Gilles JACQUET, employé privé, avec adresse professionnelle 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg, de Monsieur Pieter VAN NUGTEREN, employé privé, avec adresse professionnelle 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg et de Lux Business Management Sàrl, ayant son siège social 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg, dont le représentant permanent est Mr Gerard VAN HUNEN, employé privé, avec adresse professionnelle 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg.

L'assemblée renouvelle également le mandat de commissaire aux comptes de CO-VENTURES S.A., ayant son siège social 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg.

Ces mandats se termineront lors de l'assemblée qui statuera sur les comptes de l'exercice 2012.

Luxembourg, le 12 décembre 2012.

Pour extrait conforme

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2012162341/20.

(120214971) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 décembre 2012.

Euro Properties Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 19, rue Aldringen.
R.C.S. Luxembourg B 87.630.

EXTRAIT

Il résulte des décisions prises par l'associé unique de la Société en date du 05 décembre 2012 que:

- Le siège social de la Société est transféré du «15-17, avenue Gaston Diderich L-1420 Luxembourg» au «19, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg» avec effet au 30 avril 2012.

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 13 décembre 2012.

Référence de publication: 2012162383/13.

(120214799) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 décembre 2012.

EDP IV S.A., European Direct Property IV S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 129.794.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour European Direct Property IV S.A., en abrégé EDP IV S.A.

BNP Paribas Real Estate Investment Management Luxembourg S.A.

Signatures

Référence de publication: 2012162384/12.

(120214123) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 décembre 2012.

Extensity, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 113.859.

Les comptes annuels au 31 mai 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012162387/10.

(120214610) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 décembre 2012.

BETA REAL ESTATE (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.400,00.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 2A, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 150.768.

Auszug aus der Beschlussfassung des Geschäftsführerrates vom 12. Dezember 2012

Der Geschäftsführerrat der BETA REAL ESTATE (LUXEMBOURG) S.à r.l. (die „Gesellschaft“) hat unter anderem folgenden Beschluss im Umlaufverfahren gefasst:

Erster Beschluss

Der Geschäftsführerrat beschließt, den Sitz der Gesellschaft mit Wirkung zum 1. November 2012 nach L-1840 LUXEMBOURG, 2a, boulevard Joseph II zu verlegen.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, den 12. Dezember 2012.

Für die Gesellschaft

Unterschrift

Ein Bevollmächtigter

Référence de publication: 2012162264/19.

(120214521) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 décembre 2012.

Economic Development S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1911 Luxembourg, 9, rue du Laboratoire.

R.C.S. Luxembourg B 161.826.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire tenue extraordinairement le 10 décembre 2012

Est nommé administrateur unique, son mandat prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2014:

- Monsieur Maxime LAURENT, demeurant au 32, Georges Mandel, F - 75116 Paris, France, administrateur unique.

Est nommé commissaire aux comptes, son mandat prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2014.:

- AUDIEX S.A., société anonyme, 9, rue du Laboratoire, L - 1911 Luxembourg.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 10 décembre 2012.

Référence de publication: 2012162391/16.

(120215138) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 décembre 2012.

Efco Forodia S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4580 Differdange, rue de Hussigny.

R.C.S. Luxembourg B 22.897.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Itzig, le 12 décembre 2012.

Pour EFCO-FORODIA S.A.

FIDUCIAIRE EVERARD - KLEIN S.A R.L.

Référence de publication: 2012162396/12.

(120214542) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 décembre 2012.

EHS S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9990 Weiswampach, 19, Duarrefstrooss.

R.C.S. Luxembourg B 139.598.

Le bilan au 31.12.2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012162399/10.

(120214579) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 décembre 2012.

Eleven Birch S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 215.500,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 159.187.

Par résolutions prises en date du 13 novembre 2012, les associés ont pris les décisions suivantes:

1. acceptation de la démission de Eugène Kakaulin, avec adresse professionnelle au 400, Frank W. Burr Boulevard, 07666 Teaneck, New Jersey, Etats-Unis, de son mandat de gérant de classe A, avec effet au 13 novembre 2012;

2. nomination de Michael Cooke Jr., avec adresse professionnelle au 400, Frank W. Burr Boulevard, Suite 37, 07666 Teaneck, New Jersey, Etats-Unis, au mandat de gérant de classe A, avec effet au 13 novembre 2012 et pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 décembre 2012.

Référence de publication: 2012162379/16.

(120214083) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 décembre 2012.

Entreprise de Construction Erpelding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3233 Bettembourg, 26, rue de l'Ecole.

R.C.S. Luxembourg B 24.570.

Les Comptes annuels au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Strassen le 12/12/2012.

Pour ENTREPRISE DE CONSTRUCTION ERPELDING S.à r.l.

J. REUTER

Référence de publication: 2012162380/12.

(120214098) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 décembre 2012.

Espresso Invest S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 49A, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 158.886.

Le bilan au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 décembre 2011.

Pour la société Espresso Invest s.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2012162382/12.

(120215140) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 décembre 2012.

Elisa Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 158.679.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signatures.

Référence de publication: 2012162402/10.

(120214744) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 décembre 2012.

Etablissement Trican S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 69, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 128.390.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 13 décembre 2012.

Référence de publication: 2012162413/10.

(120215186) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 décembre 2012.

FIF Partenariat S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4963 Clemency, 9, rue Basse.

R.C.S. Luxembourg B 100.521.

Le bilan au 31/12/2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Clémency, le 11 décembre 2012.

Référence de publication: 2012162431/10.

(120214599) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 décembre 2012.

Foncière Rocade, Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 5.031.000,00.**

Siège social: L-2226 Luxembourg, 6, rue du Fort Niedergruenewald.

R.C.S. Luxembourg B 107.488.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fred REUTER

Directeur administratif et financier

Référence de publication: 2012162438/11.

(120215224) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 décembre 2012.

Eurinter s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1229 Luxembourg, 7, rue Bender.

R.C.S. Luxembourg B 60.997.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2012162416/11.

(120214148) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 décembre 2012.

Euredis S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1330 Luxembourg, 34A, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 58.110.

A l'attention des actionnaire de la société

Je vous prie d'accepter par la présente ma démission en tant qu'Administrateur de la société Euredis S.A. avec effet immédiat.

Luxembourg, le 23 novembre 2012.

Laurence Van Roost.

Référence de publication: 2012162415/11.

(120214920) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 décembre 2012.

**«E'slecker Setzgromperegengesellschaft» «Syndicat des producteurs de plants de pommes de terre»,
Association Agricole.**

Siège social: Clervaux,

R.C.S. Luxembourg H 17.

Die Liste der Vorstandsmitglieder der E'slecker Setzgromperegengesellschaft wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt..

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012162378/11.

(120214616) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 décembre 2012.

JETSET Group S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2514 Luxembourg, 5, rue Jean-Pierre Sauvage.

R.C.S. Luxembourg B 135.662.

Le bilan et l'annexe légale au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012162585/10.

(120214417) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 décembre 2012.

Garden Blue S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 141.304.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire tenue au siège social le 04 décembre 2012.

1. L'assemblée générale décide de fixer le siège social au 8, Boulevard Royal L-2449 Luxembourg.

2. L'assemblée générale décide de nommer comme administrateurs:

- Madame Luisella MORESCHI, demeurant professionnellement au 8, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg.

- Madame Frédérique Vigneron, demeurant professionnellement au 8, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg.

- Madame Patricia JUPILLE, demeurant professionnellement au 8, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg

Et comme commissaire aux comptes:

- La société Gordale Marketing Limited, avec siège social au Strovolou 77, Strovolos Center Office 204, 2018 Strovolos, Nicosia, CYPRUS.

Leurs mandats se termineront à l'issue de l'assemblée générale de 2013.

Luxembourg, le 04 décembre 2012.

Pour GARDENT BLUE S.A.

Signature

Référence de publication: 2012162483/20.

(120214454) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 décembre 2012.

Goodman Tanzanite Logistics (Lux) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1160 Luxembourg, 28, boulevard d'Avranches.

R.C.S. Luxembourg B 142.259.

Le bilan au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Goodman Tanzanite Logistics (Lux) S.à r.l.

Signature

Un Mandataire

Référence de publication: 2012162478/12.

(120214324) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 décembre 2012.

Goodman Malachite Logistics (Lux) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1160 Luxembourg, 28, boulevard d'Avranches.

R.C.S. Luxembourg B 137.761.

Le bilan au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Goodman Malachite Logistics (Lux) S.à r.l.

Signature

Un Mandataire

Référence de publication: 2012162473/12.

(120215172) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 décembre 2012.

Koudourrou S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4601 Niedercorn, 65A, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 55.348.

Le bilan au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mandataire

Référence de publication: 2012162605/10.

(120214301) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 décembre 2012.

Hotel & Resort Investment, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 65.000,00.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 135.348.

Le bilan et l'annexe au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Un gérant

Référence de publication: 2012162535/11.

(120214242) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 décembre 2012.

Hotel & Resort Investment, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 65.000,00.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 135.348.

Le bilan et l'annexe au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Un gérant

Référence de publication: 2012162534/11.

(120214241) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 décembre 2012.

Holstar Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11B, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 98.158.

Les comptes annuels au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Domiciliaire

Référence de publication: 2012162532/11.

(120214478) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 décembre 2012.

TCP Global Sourcing Holdings, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 173.163.

STATUTES

In the year two thousand twelve, on the fifteenth of November.

Before the undersigned Maître Henri Hellinckx, notary public residing in Luxembourg.

There appeared:

TCP Global Holdings, S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), incorporated and existing under the laws of Luxembourg, having its registered office at 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, and in the process of being registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register, here represented by Mr. Régis Galiotto, private employee, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy.

The said proxy, initialed "ne varietur" by the appearing party and the notary, will remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party, acting in its hereabove stated capacity, has required the officiating notary to document the deed of incorporation of a société à responsabilité limitée which it deems to incorporate and the articles of incorporation of which shall be as follows:

A. Purpose - Duration - Name - Registered office

Art. 1. There is hereby established among the current owner(s) of the shares created hereafter and all those who may become shareholders in future, a société à responsabilité limitée (hereinafter the "Company") which shall be governed by the law of 10 August 1915 regarding commercial companies, as amended, as well as by these articles of incorporation.

Art. 2. The purpose of the Company shall be the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies and any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and loans and the administration, control and development of its portfolio.

The Company may further guarantee, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company.

The Company may carry out any commercial, industrial or financial activities which it may deem useful in accomplishment of its purpose.

The Company may also act as a general or limited shareholder or partner with unlimited or limited liability for all debts and obligations of partnerships or similar entities.

The object of the Company as specified in the preceding paragraphs shall be construed in the widest sense as to include any activity, operation, transaction or purpose which is directly or indirectly related or conducive thereto, it being understood that the Company shall not enter into a transaction which would cause it to be engaged in any activity that would be considered as a regulated activity which is reserved to companies which have a specific licence to do so.

Art. 3. The Company is incorporated for an unlimited period.

Art. 4. The Company will assume the name of "TCP Global Sourcing Holdings, S.à r.l.".

Art. 5. The registered office of the Company is established in Luxembourg-City. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of a general meeting of its shareholders. Within the same borough, the registered office may be transferred through simple resolution of the manager or the board of managers. Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad.

B. Share capital - Shares

Art. 6. The Company's share capital is set at twenty thousand US Dollars (USD 20,000) represented by twenty thousand (20,000) shares with a par value of one US Dollar (USD 1) each.

In addition to the share capital, there may be set up a share premium account into which any premium paid on any share in addition to its par value is transferred.

Each share is entitled to one vote at ordinary and extraordinary general meetings.

Art. 7. The share capital may be changed at any time by approval of a majority of shareholders representing three quarters of the share capital at least or by the sole shareholder, as the case may be.

Art. 8. The Company will recognize only one holder per share. The joint co-owners shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company.

Art. 9. The Company's shares are freely transferable among shareholders. Inter vivos, they may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the other shareholders in a general meeting, at a majority of three quarters of the share capital.

In the event of death, the shares of the deceased shareholder may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the other shareholders in a general meeting, at a majority of three quarters of the share capital. Such approval is, however, not required in case the shares are transferred either to parents, descendants or the surviving spouse.

Art. 10. The death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of one of the shareholders will not cause the dissolution of the Company.

C. Management

Art. 11. The Company is managed by one or several managers, who do not need to be shareholders.

In the case of several managers, the Company shall be managed by a board of managers, composed of two classes of managers: "class A manager" and "class B manager". There shall be at any time at least one class A manager and one class B manager. The class B manager shall be comprised of manager(s) residing in Luxembourg.

In that case, the Company will be bound in all circumstances by the joint signature of one class A manager and one class B manager.

The managers are appointed by the general meeting of shareholders which sets the term of their office. They may be dismissed freely at any time and without specific cause.

In case of a sole manager, the Company will be bound towards third parties in all circumstances by the sole signature of the sole manager.

Art. 12. In case of several managers, the board of managers shall choose from among its members a chairman, and may choose from among its members a vice-chairman. It may also choose a secretary, who need not be a manager, and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers and of the shareholders.

The board of managers shall meet in Luxembourg upon call by the chairman, or two managers, at the place indicated in the notice of meeting.

The chairman shall preside at all meeting of shareholders and of the board of managers, but in his absence, the shareholders or the board of managers may appoint another manager as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

Written notice of any meeting of the board of managers must be given to managers twenty-four hours at least in advance of the date scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by cable, telegram, telex or facsimile, or any other similar means of communication. A special convening notice will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers.

Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing or by cable, telegram, telex or facsimile another manager as his proxy. A manager may represent one or more of his colleagues.

Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference-call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

The board of managers can deliberate or act validly only if at least (i) a class B manager is present or represented by another class B manager at a meeting of the board of managers and (ii) a majority of the managers is present or represented at a meeting of the board of managers.

Decisions shall be taken by a majority of votes of the managers present or represented at such meeting provided that at least one class A manager and one class B manager have approved the relevant decisions.

The board of managers may, unanimously, pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by cable, telegram, telex or facsimile, or any other similar means of communication, to be confirmed in writing. The entirety will form the minutes giving evidence of the passing of the resolutions.

Art. 13. The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman or, in his absence, by the vice-chairman, or by two managers. Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman, or by two managers.

Art. 14. The managers do not assume, by reason of their position, any personal liability in relation to commitments regularly made by them in the name of the company. They are authorised agents only and are therefore merely responsible for the execution of their mandate.

D. Decisions of the sole shareholder - Collective decisions of the shareholders

Art. 15. Each shareholder may participate in the collective decisions irrespective of the numbers of shares which he owns. Each shareholder is entitled to as many votes as he holds or represents shares.

Art. 16. Collective decisions are only validly taken in so far as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

The amendment of the articles of incorporation requires the approval of a majority of shareholders representing three quarters of the share capital at least.

Art. 17. The sole shareholder exercises the powers granted to the general meeting of shareholders under the provisions of section XII of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

E. Financial year - Annual accounts - Distribution of profits

Art. 18. The Company's year commences on the first of February of each year and ends on the thirty-first day of January of the following year.

Art. 19. Each year on the last day of January, the accounts are closed and the managers prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities. Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 20. Five per cent (5%) of the net profit are set aside for the establishment of a statutory reserve, until such reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital. The balance may be freely used by the shareholders. The board of managers is authorised to distribute interim dividends in case the funds available for distribution are sufficient.

F. Dissolution - Liquidation

Art. 21. In the event of a dissolution of the Company, the Company shall be liquidated by one or more liquidators, which do not need to be shareholders, and which are appointed by the general meeting of shareholders which will determine their powers and fees. The liquidators shall have the most extensive powers for the realisation of the assets and payment of the liabilities.

The surplus, after payment of the liabilities, shall be distributed among the shareholders proportionally to the shares of the Company held by them.

Art. 22. All matters not governed by these articles of incorporation shall be determined in accordance with the law of 10 August 1915 on commercial companies and amendments thereto.

Subscription and Payment

All twenty thousand (20,000) shares, with a par value of one US Dollar (USD 1) each, have been subscribed by TCP Global Holdings, S.a r.l., aforementioned, for a total subscription price of twenty thousand US Dollars (USD 20,000) which will be allocated to the share capital.

The shares so subscribed are fully paid up in cash so that the amount of twenty thousand US Dollars (USD 20,000) is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

Transitional provisions

The first financial year shall begin on the date of the incorporation of the Company and shall end on the thirty-first day of January 2014.

Expenses

The expenses, costs, fees or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately one thousand five hundred Euros (1,500.- EUR).

Resolutions of the sole shareholder

Immediately after the incorporation of the Company, the above named person representing the entirety of the subscribed capital and exercising the powers of the meeting, passed the following resolutions:

1. The registered office of the Company shall be at 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.
2. The following persons are appointed as managers of the Company for an indefinite period:

Class A Manager:

- Mr James Bruce Marshall, company director, born on 9 November 1955 in Bramhall, United Kingdom, residing at 11, Barrington Bourne, Barrington, IL 60010, United States of America.

Class B Manager:

- Mr Martin Paul Galliver, company director, born on 15 June 1980 in Monaco, professionally residing at 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day stated at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that upon request of the above-appearing person, the present deed is worded in English followed by a French translation and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

The document having been read to the person appearing, known to the notary by her name, first name, civil status and residences, said person appearing signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L'an deux mille douze, le quinzième jour de novembre,

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

TCP Global Holdings, S.à r.l., une société à responsabilité limitée, formée et régie par les lois du Luxembourg, ayant son siège social au 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, et en cours d'enregistrement auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg,

ici représentée par M. Régis Galiotto, employé privé, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé.

La procuration signée "ne varietur" par la comparante et par le notaire soussigné restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée qu'elle déclare constituée et dont il a arrêté les statuts comme suit:

A. Objet - Durée - Dénomination - Siège

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes entre le propriétaire actuel des parts ci-après créées et tous ceux qui pourront le devenir par la suite, une société à responsabilité limitée (la "Société") qui sera régie par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales telle que modifiée, ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. La Société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères et toutes autres formes de placements, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière ainsi que l'aliénation par la vente, l'échange ou de toute autre manière de valeurs mobilières de toutes espèces et de prêts et la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

La Société peut également garantir, accorder des prêts à ou assister autrement les sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou les sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société.

La Société pourra exercer toutes activités de nature commerciale, industrielle ou financière estimées utiles pour l'accomplissement de son objet.

La Société peut également agir comme associé commandité ou commanditaire, responsable indéfiniment ou de façon limitée pour toutes dettes et engagements sociaux de sociétés ou associations en commandite ou autres structures similaires.

L'objet de la Société tel que défini précédemment doit être interprété au sens le plus large possible afin d'inclure toute activité, opération, transaction ou résolution directement ou indirectement liée ou qui s'en approche, étant entendu nonobstant ce qui précède, que la Société ne s'engagera dans aucune opération qui entraînerait son engagement dans une quelconque activité qui serait considérée comme une activité réglementée et qui est réservée aux entreprises ayant une licence spécifique pour exercer ce type d'activité.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 4. La Société prend la dénomination de "TCP Global Sourcing Holdings, S.à r.l.".

Art. 5. Le siège social est établi à Luxembourg-Ville. Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-duché en vertu d'une décision de l'assemblée générale des associés. A l'intérieur de la commune, le siège social pourra être transféré par simple décision du gérant ou du conseil de gérance. La Société peut ouvrir des agences ou succursales dans toutes autres localités du Grand-duché de Luxembourg ou dans tous autres pays.

B. Capital social - Parts sociales

Art. 6. Le capital social est fixé à la somme de vingt mille US dollars (USD 20.000) représenté par vingt mille (20.000) parts sociales d'une valeur d'un dollar US (USD 1) chacune.

En plus du capital social, un compte de prime d'émission peut être établi sur lequel seront transférées toutes les primes payées sur une part sociale en plus de la valeur nominale.

Chaque part sociale donne droit à une voix dans les délibérations des assemblées générales ordinaires et extraordinaires.

Art. 7. Le capital social pourra, à tout moment, être modifié moyennant accord de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Art. 8. Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles. Les copropriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par une seule et même personne.

Art. 9. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social. En cas de décès d'un associé, les parts sociales de ce dernier ne peuvent être transmises à des non-associés que moyennant l'agrément, donné en assemblée générale, des associés représentant les trois quarts des parts appartenant aux associés survivants. Dans ce dernier cas cependant, le consentement n'est pas requis lorsque les parts sont transmises, soit à des ascendants ou descendants, soit au conjoint survivant.

Art. 10. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne met pas fin à la Société.

C. Gérance

Art. 11. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants, qui n'ont pas besoin d'être associés.

En cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance sera géré par un conseil de gérance composé de deux classes de gérants: "gérant de classe A" et "gérant de classe B". Il y aura en toute circonstance au moins un gérant de classe A et un gérant de classe B. La classe de gérant B sera composée de gérant(s) résidant au Luxembourg.

Dans ce cas, la Société sera engagée en toutes circonstances par la signature conjointe d'un gérant de classe A et un gérant de classe B.

Les gérants sont nommés par l'assemblée générale des associés laquelle fixe la durée de leur mandat. Ils sont librement révocables à tout moment vis-à-vis des tiers et sans motif.

En cas de gérant unique, la Société sera engagée en toutes circonstances par la seule signature du gérant unique.

Art. 12. En cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance choisira en son sein un président et pourra également choisir parmi ses membres un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être gérant et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil de gérance et des assemblées des associés.

Le conseil de gérance se réunira au Luxembourg sur la convocation du président ou de deux gérants, au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Le président présidera toutes les assemblées des associés et les réunions du conseil de gérance; en son absence, les associés ou le conseil de gérance pourront désigner à la majorité des personnes présentes un autre gérant pour assumer la présidence pro tempore de telles réunions.

Avis écrit de toute réunion du conseil de gérance sera donné à tous les gérants au moins vingt-quatre heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque gérant par écrit ou par câble, télégramme, télex, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil de gérance se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil de gérance.

Tout gérant pourra se faire représenter à toute réunion du conseil de gérance en désignant par écrit ou par câble, télégramme, télex ou télécopie un autre gérant comme son mandataire. Un gérant peut présenter plusieurs de ses collègues.

Tout gérant peut participer à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique ou d'autres moyens de communication similaires où toutes les personnes prenant part à cette réunion peuvent s'entendre les unes les autres. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion.

Le conseil de gérance ne pourra délibérer ou agir valablement que si (i) un gérant de classe B est présent ou représenté par un autre gérant de classe B à la réunion du conseil de gérance et (i) la majorité au moins des gérants est présente ou représentée à la réunion du conseil de gérance.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des gérants présents ou représentés à cette réunion à condition qu'au moins un gérant de classe A et un gérant de classe B aient approuvé ces décisions.

Le conseil de gérance pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation au moyen d'un ou de plusieurs écrits ou par câble, télégramme, télex, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire, à confirmer par écrit, le tout ensemble constituant le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

Art. 13. Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil de gérance seront signés par le président ou, en son absence, par le vice-président, ou par deux gérants. Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le président ou par deux gérants.

Art. 14. Les gérants ne contractent, à raison de leurs fonctions, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société. Simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

D. Décisions de l'associé unique - Décisions collectives des associés

Art. 15. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartient. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède ou représente.

Art. 16. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles ont été adoptées par des associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les statuts ne peuvent être modifiés que moyennant décision de la majorité des associés représentant les trois quarts du capital social.

Art. 17. L'associé unique exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée des associés par les dispositions de la section XII de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.

E. Année sociale - Bilan - Répartition des bénéfices

Art. 18. L'année sociale commence le premier jour du mois de février et se termine le dernier jour du mois de janvier de l'année suivante.

Art. 19. Chaque année, au dernier jour du mois de janvier, les comptes sont arrêtés et le ou les gérant(s) dressent un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société. Tout associé peut prendre communication au siège social de l'inventaire et du bilan.

Art. 20. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent (10%) du capital social. Le solde est à la libre disposition de l'assemblée générale. Le conseil de gérance est autorisé à distribuer des dividendes intérimaires si les fonds nécessaires à une telle distribution sont disponibles.

F. Dissolution - Liquidation

Art. 21. En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateur(s), associé(s) ou non, nommé(s) par l'assemblée des associés qui fixera leurs pouvoirs et leurs émoluments. Le ou les liquidateur(s) auront les pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et le paiement du passif.

L'actif, après déduction du passif, sera partagé entre les associés en proportion des parts sociales détenues dans la Société.

Art. 22. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions de la loi du 10 août 1915 telle qu'elle a été modifiée.

Souscription et libération

Les vingt mille (20.000) parts sociales ayant une valeur nominale d'un dollar US (USD 1) chacune, ont été souscrites par TCP Global Holdings, S.à r.l., susmentionné, pour un prix de souscription de vingt mille US dollars (USD 20.000) qui sera alloué au capital social.

Les parts sociales ainsi souscrites sont entièrement libérées, de sorte que la somme de vingt mille US dollars (USD 20.000) est dès maintenant à la disposition de la Société, ce qui a été justifié au notaire soussigné.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence à la date de la constitution de la Société et finira le trente et un janvier 2014.

Les parties ont évalué le montant des frais et dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à charge à raison de sa constitution à environ mille cinq cents Euros (1.500.-EUR).

Résolutions de l'associé unique

Immédiatement après la constitution de la Société, l'associé unique représentant l'intégralité du capital social de la Société a pris les résolutions suivantes:

1. Le siège social de la Société est établi au 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.
2. L'associé unique décide d'élire les personnes suivantes en tant que gérants de la société pour une durée indéterminée:

Gérant de classe A

- M. James Bruce Marshall, administrateur de sociétés, né le 9 novembre 1955 à Bramhall, Royaume-Uni, résidant à 11, Barrington Bourne, Barrington, IL 60010, Etats-Unis d'Amérique.

Gérants de classe B

- M. Martin Paul Galliver, administrateur de sociétés, né le 15 juin 1980 à Monaco, résidant professionnellement au 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais constate que sur demande de la comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française et qu'en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, de dernier fait foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, connu du notaire instrumentaire par nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: R. GALIOTTO et H. HELINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 22 novembre 2012. Relation: LAC/2012/55257. Reçu soixante-quinze euros (75.-EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

Pour expédition conforme, délivrée à la société sur demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 décembre 2012.

Référence de publication: 2012157962/328.

(120208563) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 décembre 2012.

SGG Participations S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 168.791.

L'an deux mille douze, le vingt-et-un novembre.

Pardevant Maître Joëlle Baden, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réunie:

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de SGG PARTICIPATIONS S.A., une société anonyme ayant son siège social à L-2086 Luxembourg, 412F, route d'Esch, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 168.791 (la «Société»), constituée suivant acte du notaire soussigné en date du 4 mai 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et des Associations, numéro 1553 du 21 juin 2012.

L'assemblée est ouverte à 15.00 heures sous la présidence de Madame Corinne Bitterlich, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg,

qui désigne comme secrétaire Madame Marie Kaiser, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutatrice Madame Emeline Dubois, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I. Que la présente assemblée a pour ordre du jour:

1. Création d'une nouvelle catégorie d'actions B, les «Actions de Classe B»;

2. Modification de l'article 5.2. des statuts pour leur donner la teneur suivante: «En plus du capital social, un compte de prime d'émission par catégorie d'action peut être établi auquel toutes les primes payées sur une action en fonction de sa catégorie en plus de la valeur nominale de cette action seront transférées. L'avoir de chacun de ces comptes de primes peut être utilisé pour effectuer le remboursement en cas de rachat des actions de la catégorie concernée par la

Société, pour compenser des pertes nettes réalisées, pour effectuer des distributions aux actionnaires de la catégorie concernée, ou pour être affecté à la réserve légale.»

3. Augmentation du capital de la Société de son montant actuel de EUR 31.000,- à EUR 4.162.220,- par l'émission de 2.061.220 actions nouvelles de Classe A et 2.070.000 actions nouvelles de Classe B, toutes les actions nouvelles ayant une valeur nominale de EUR 1,- et étant assorties d'une prime d'émission de EUR 9,- par action;

4. Souscription et libération par l'actionnaire unique de 2.061.220 actions nouvelles de Classe A et 2.070.000 actions nouvelles de Classe B par un apport en nature;

5. Modification subséquente de l'article 5.1 des statuts de la Société pour lui donner la teneur suivante: «Le capital social souscrit est fixé à quatre millions cent soixante-deux mille deux cent vingt euros (EUR 4.162.220) représenté par deux millions quatre-vingt-douze mille deux cent vingt (2.092.220) actions de Classe A d'une valeur nominale de un euro (EUR 1,-) chacune (les «Actions de Classe A») et par deux millions soixante-dix mille (2.070.000) actions de Classe B d'une valeur nominale de un euro (EUR 1,-) chacune (les «Actions de Classe B»);

6. Modification de l'article 19.2 des statuts de la Société pour lui donner la teneur suivante:

«Ensuite le solde restant du bénéfice net annuel sera réparti de la manière suivante:

- Les Actions de Classe B auront droit à un dividende prioritaire et exclusif égal à zéro virgule un pour cent (0,1%) de la valeur nominale des Actions de Classe B calculé à compter de leur date d'émission. Le dividende prioritaire et exclusif des Actions de Classe B se calcule par jour sur base d'une année de 365 jours;

- Le solde après paiement du dividende prioritaire et exclusif aux Actions de Classe B sera distribué aux Actions de Classe A.»

7. Divers.

II. Que l'actionnaire unique représenté, le mandataire de l'actionnaire unique représenté, ainsi que le nombre d'actions qu'il détient sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par le mandataire de l'actionnaire représenté ainsi que par les membres du bureau, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Restera pareillement annexée aux présentes la procuration de l'actionnaire unique représenté, après avoir été paraphée ne varietur par les membres du bureau et le notaire instrumentant.

III. Que l'intégralité du capital social étant représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, l'actionnaire unique représenté se reconnaissant dûment convoqué et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui lui a été communiqué au préalable.

IV. Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale décide de créer une nouvelle catégorie d'actions, des actions de classe B (les «Actions de Classe B»).

Deuxième résolution

L'assemblée générale décide de modifier l'article 5.2. des statuts qui aura désormais la teneur suivante:

«En plus du capital social, un compte de prime d'émission par catégorie d'action peut être établi auquel toutes les primes payées sur une action en fonction de sa catégorie en plus de la valeur nominale de cette action seront transférées. L'avoir de chacun de ces comptes de primes peut être utilisé pour effectuer le remboursement en cas de rachat des actions de la catégorie concernée par la Société, pour compenser des pertes nettes réalisées, pour effectuer des distributions aux actionnaires de la catégorie concernée, ou pour être affecté à la réserve légale.»

Troisième résolution

L'assemblée générale décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de quatre millions cent trente-et-un mille deux cent vingt euros (EUR 4.131.220,-) pour le porter de son montant actuel de trente-et-un mille euros (EUR 31.000,-) représenté par trente-et-un mille (31.000) actions de Classe A d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune, à un montant de quatre millions cent soixante-deux mille deux cent vingt euros (EUR 4.162.220,-) par l'émission de deux millions soixante-et-un mille deux cent vingt (2.061.220) actions nouvelles de Classe A et deux millions soixante-dix mille (2.070.000) actions nouvelles de Classe B de la Société, ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune.

Souscription et Libération

L'intégralité des deux millions soixante-et-un mille deux cent vingt (2.061.220) actions nouvelles de Classe A et des deux millions soixante-dix mille (2.070.000) actions nouvelles de Classe B de la Société sont souscrites par l'actionnaire unique SGG HOLDINGS S.A., une société anonyme ayant son siège social L-2086 Luxembourg, 412F, route d'Esch, inscrite au Registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 152.013,

ici représentée par Madame Corinne Bitterlich, préqualifiée,

en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Luxembourg, le 20 novembre 2012, qui restera annexée aux présentes,

pour un montant total de quarante-et-un millions trois cent douze mille deux cents euros (EUR 41.312.200,-) affectés à concurrence de quatre millions cent trente-et-un mille deux cent vingt euros (EUR 4.131.220,-) au capital social de la Société et à concurrence de trente-sept millions cent quatre-vingt mille neuf cent quatre-vingts euros (EUR 37.180.980,-) au compte prime d'émission de la Société.

Lesdites actions sont entièrement libérées par un apport en nature consistant en quarante-cinq mille huit cent quatre-vingt-une (45.881) actions d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1) chacune de la société de droit néerlandais ANT Trust & Corporate Services N.V., ayant son siège social à Claude Debussylaan 24, NL-1082 MD Amsterdam, inscrite au registre de commerce sous le numéro 33263803.

Cette contribution a fait l'objet d'un rapport établi en date du 16 novembre 2012 par TEAMAUDIT S.A., réviseurs d'entreprises agréés, ayant son siège social à L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri, conformément aux articles 32-1 et 26-1 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.

La conclusion du rapport est la suivante:

«Conclusion

Sur base de nos diligences, aucun fait n'a été porté à notre attention qui nous laisse à penser que la valeur globale des apports ne correspond pas au moins au nombre et à la valeur nominale des actions à émettre en contrepartie, augmentée de la prime d'émission.»

Ce rapport restera annexé au présent acte pour être enregistré en même temps.

SGG HOLDINGS S.A., agissant par son mandataire, certifie par la présente qu'au jour et au moment de la contribution:

1. elle est propriétaire de toutes les actions apportées;
2. toutes les formalités de transfert ont été respectées et il n'y a pas de droit de préemption ni autres droits attachés aux actions par lesquels une quelconque personne serait en droit de demander qu'une ou plusieurs actions lui soient transférées;
3. elle a tous pouvoirs sociaux pour accomplir et exécuter les documents nécessaires au présent transfert;
4. les actions sont, à la meilleure connaissance de SGG HOLDINGS S.A., librement transférables à la Société;
5. le transfert des actions dans la société ANT Trust & Corporate Services N.V. sera inscrit dans le registre d'actionnaires de cette société.

Un certificat signé par ANT Trust & Corporate Services N.V. confirmant que SGG HOLDINGS S.A. est bien inscrite comme associé de ladite Société et que les actions sont librement transférables à la Société, a été fourni au notaire soussigné et restera annexé au présent acte.

SGG HOLDINGS S.A. déclare par ailleurs que les actions apportées sont gagées au profit de la société de droit néerlandais ING BANK N.V., ayant son siège social à Bijlmerplein 888, NL-1102 MG Amsterdam, inscrite au registre de commerce sous le numéro 33031431. Le transfert des actions et de ce gage est formalisé simultanément par acte notarié au Pays-Bas entre l'apporteur, la Société, ING BANK N.V. et ANT Trust & Corporate Services N.V.

Si des formalités supplémentaires sont nécessaires pour exécuter le transfert des actions, SGG HOLDINGS S.A., en tant qu'apporteur, prendra toutes les mesures nécessaires dès que possible.

Quatrième résolution

Suite aux résolutions qui précèdent, l'assemblée générale décide de modifier l'article 5.1 des statuts de la Société qui aura la teneur suivante:

« **5.1.** Le capital social souscrit est fixé à quatre millions cent soixante-deux mille deux cent vingt euros (EUR 4.162.220) représenté par deux millions quatre-vingt-douze mille deux cent vingt (2.092.220) actions de Classe A d'une valeur nominale de un euro (EUR 1,-) chacune (les «Actions de Classe A») et par deux millions soixante-dix mille (2.070.000) actions de Classe B d'une valeur nominale de un euro (EUR 1,-) chacune (les «Actions de Classe B»).

Cinquième résolution

L'assemblée générale décide de modifier l'article 19.2 des statuts de la Société qui aura désormais la teneur suivante:

« **19.2.** Ensuite le solde restant du bénéfice net annuel sera réparti de la manière suivante:

- Les Actions de Classe B auront droit à un dividende prioritaire et exclusif égal à zéro virgule un pour cent (0,1%) de la valeur nominale des Actions de Classe B calculé à compter de leur date d'émission. Le dividende prioritaire et exclusif des Actions de Classe B se calcule par jour sur base d'une année de 365 jours;
- Le solde après paiement du dividende prioritaire et exclusif aux Actions de Classe B sera distribué aux Actions de Classe A.»

Evaluation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de la présente augmentation de capital, est évalué approximativement à la somme de sept mille cinq cents euros (EUR 7.500).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, en l'étude du notaire soussigné, date qu'en tête.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande des comparants, le présent acte est rédigé en langue française et suivi d'une version anglaise; sur demande des mêmes comparants et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, le texte français fait foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, les membres du bureau ont signé avec le notaire le présent acte.

Suit la traduction anglaise du texte qui précède:

In the year two thousand and twelve, on the twenty-first of November,
before Maître Joëlle Baden, notary residing in Luxembourg,

is held an extraordinary general meeting of shareholders of SGG PARTICIPATIONS S.A., a société anonyme, having its registered office at L-2086 Luxembourg, 412F, route d'Esch, recorded with the Luxembourg Trade and Companies' Register under the number B 168.791 (the «Company»), incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary dated 4th May 2012, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 1553 of 21st June 2012.

The meeting is opened at 3.00 p.m. with Ms Corinne Bitterlich, private employee, residing professionally in Luxembourg, in the chair,

who appointed as secretary Ms Marie Kaiser, private employee, residing professionally in Luxembourg.

The meeting elects as scrutineer Ms Emeline Dubois, private employee, residing professionally in Luxembourg.

The board of the meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state:

I. That the agenda of the meeting is the following:

1. Creation of a new class of shares B, the "Class B Shares";
2. Amendment of Article 5.2. of the Articles of incorporation, to read as follows: "In addition to the share capital, there may be set up a premium account per Class of Shares into which any premium paid on any share depending on this Class in addition to its par value is transferred. The amount of the premium account may be used to provide for the payment of any shares of the related Class which the Company may redeem from its Shareholders, to offset any net realised losses, to make distributions to the Shareholders of the related Class or to allocate funds to the legal reserve."
3. Increase of the share capital of the Company from its current amount of EUR 31,000.- up to EUR 4,162,220.- through the issue of 2,061,220 new Class A shares and 2,070,000 new Class B shares, all new shares having a par value of EUR 1.- and are issued with a share premium of EUR 9.- per share;
4. Subscription and payment by the sole shareholder of 2,061,220 new Class A shares and 2,070,000 new Class B shares through a contribution in kind;
5. Subsequent amendment of article 5.1 of the articles of incorporation of the Company, to read as follows: "5.1 The subscribed share capital is set at four million one hundred sixty-two thousand two hundred and twenty euro (EUR 4,162,220.-) consisting of two million ninety-two thousand two hundred and twenty (2,092,220) shares of Class A with a par value of one euro (EUR 1.-) each (the "Class A Shares") and of two million seventy thousand (2,070,000) shares of Class B with a par value of one euro (EUR 1.-) each (the "Class B Shares").";
6. Amendment of article 19.2 of the articles of incorporation of the Company, to read as follows:
"Then the remainder of the annual net profits shall be distributed as follows:
- the Class B Shares shall be entitled to a priority and exclusive dividend equal to zero point one percent (0,1%) of the par value of the Class B Shares calculated from the date of their issue. The priority and exclusive dividend of the Class B Shares is calculated daily on a 365 day per year basis;
- the balance after payment of the priority and exclusive dividend to the Class B Shares shall be distributed to the Class A Shares.";
7. Miscellaneous.

II. That the sole shareholder represented, the proxyholder of the sole shareholder represented and the number of its shares are shown on an attendance list; this attendance list, signed by the proxyholder of the represented shareholder and by the board of the meeting, will remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The proxy of the sole shareholder represented, initialed ne varietur by the board of the meeting and the undersigned notary, will also remain attached to the present deed.

III. That the whole corporate capital being represented at the present meeting and the sole shareholder represented declaring that it has had due notice and got knowledge of the agenda prior to this meeting, no convening notices were necessary.

IV. That the present meeting, representing the whole corporate capital, is regularly constituted and may validly deliberate on all the items of the agenda.

Then the general meeting, after deliberation, took unanimously the following resolutions:

First resolution

The general meeting resolves to create a new class of shares, the Class B shares (the "Class B Shares").

Second resolution

The general meeting resolves to amend article 5.2 of the articles of incorporation of the Company which shall read as follows:

"In addition to the share capital, there may be set up a premium account per Class of Shares into which any premium paid on any share depending on this Class in addition to its par value is transferred. The amount of the premium account may be used to provide for the payment of any shares of the related Class which the Company may redeem from its Shareholders, to offset any net realised losses, to make distributions to the Shareholders of the related Class or to allocate funds to the legal reserve."

Third resolution

The general meeting resolves to increase the share capital of the Company by an amount of four million one hundred thirty-one thousand two hundred and twenty euro (EUR 4,131,220.-) so as to raise it from its current amount of thirty-one thousand euro (EUR 31,000.-) consisting of thirty-one (31,000.-) shares of Class A with a par value of one euro (EUR 1.-) each, up to an amount of four million one hundred sixty-two thousand two hundred and twenty euro (EUR 4,162,220.-) through the issue of two million sixty-one thousand two hundred and twenty (2,061,220) new Class A shares and two million seventy thousand (2,070,000.-) new Class B shares, having a par value of one euro (EUR 1.-) each

Subscription and Payment

All the two million sixty-one thousand two hundred and twenty (2,061,220) new Class A shares and the two million seventy thousand (2,070,000.-) new Class B shares are then subscribed by the sole shareholder SGG HOLDINGS S.A., a société anonyme, having its registered office at L-2086 Luxembourg, 412F, route d'Esch, recorded with the Luxembourg Trade and Companies' Register under the number B 152.013,

here represented by Ms Corinne Bitterlich, prenamed,

by virtue of a proxy under private seal, given in Luxembourg, on 20 November 2012 which will remain attached hereto, at a total amount of forty-one million three hundred twelve thousand two hundred euro (EUR 41,312,200.-), allocated for an amount of four million one hundred thirty-one thousand two hundred and twenty euro (EUR 4,131,220.-) to the share capital of the Company and for an amount of thirty-seven million one hundred eighty thousand nine hundred and eighty euro (EUR 37,180,980.-) to the share premium account of the Company.

Said shares are fully paid up through a contribution in kind consisting of forty-five thousand eight hundred eighty-one (45,881) shares with a nominal value of one euro (EUR 1) each of ANT Trust & Corporate Services N.V., a company incorporated under the laws of Netherlands, having its registered office at Claude Debussylaan 24, NL-1082 MD Amsterdam, recorded with the trade register under number 33263803.

The value at which the contribution was made was approved by a report dated 16th November 2012 issued by TEAMAUDIT, independent auditors (réviseurs d'entreprises agréés), having its registered office at L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri, in accordance with articles 32-1 and 26-1 of the Luxembourg law governing commercial companies dated 10 August 1915, as amended.

The conclusion of the report is the following:

«Conclusion

Sur base de nos diligences, aucun fait n'a été porté à notre attention qui nous laisse à penser que la valeur globale des apports ne correspond pas au moins au nombre et à la valeur nominale des actions à émettre en contrepartie, augmentée de la prime d'émission.»

The said report shall remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

SGG HOLDINGS S.A., acting through its proxyholder, hereby certifies that on the day and at the moment of such contribution:

1. it is the legal and beneficial owner of all the shares being contributed;
2. all the transfer formalities have been complied with and there are no pre-emption rights nor any other rights attached to the shares by virtue of which any person may be entitled to demand that one or more of the shares be transferred to him;

3. it has all corporate powers to accomplish and execute all documents necessary to the present transfer of shares;
4. the shares are, to the best of the knowledge of SGG HOLDINGS S.A., freely transferable to the Company.
5. the transfer of the shares in ANT Trust & Corporate Services N.V. shall be recorded in the register of shareholders of the relevant company.

Furthermore, a certificate issued by ANT Trust & Corporate Services N.V. confirming that SGG HOLDINGS S.A. is registered as shareholder and that the shares are freely transferable to the Company, has been produced to the undersigned notary, and remains attached to the present deed.

SGG HOLDINGS S.A. also states that the shares are pledged in favor of the Dutch company ING BANK N.V., having its registered office at Bijlmerplein 888, NL-1102 MG Amsterdam. The transfer of the shares and of this pledge is being formalized at the same time by deed in the Netherlands between the contributor, the Company, ING BANK N.V. and ANT Trust & Corporate Services N.V.

If supplementary formalities should be required in relation with the transfer of the shares, SGG HOLDINGS S.A., as the contributor, will undertake the necessary steps as soon as possible.

Fourth resolution

Subsequently, the general meeting resolves to amend article 5.1 of the articles of incorporation of the Company which shall now read as follows:

" **5.1.** The subscribed share capital is set at four million one hundred sixty-two thousand two hundred and twenty euro (EUR 4,162,220.-) consisting of two million ninety-two thousand two hundred and twenty (2,092,220) shares of Class A with a par value of one euro (EUR 1.-) each (the "Class A Shares") and of two million seventy thousand (2,070,000) shares of Class B with a par value of one euro (EUR 1.-) each (the "Class B Shares")"

Fifth resolution

The general meeting resolves to amend article 19.2 of the articles of incorporation of the Company which shall read as follows:

" **19.2.** Then the remainder of the annual net profits shall be distributed as follows:

- the Class B Shares shall be entitled to a priority and exclusive dividend equal to zero point one percent (0,1%) of the par value of the Class B Shares calculated from the date of their issue. The priority and exclusive dividend of the Class B Shares is calculated daily on a 365 day per year basis;
- the balance after payment of the priority and exclusive dividend to the Class B Shares shall be distributed to the Class A Shares"

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present stated increase of capital, are estimated at approximately seven thousand five hundred euro (EUR 7.500).

There being no further item on the agenda, the meeting is adjourned.

Whereof the present deed is drawn up in Luxembourg, at the office of the undersigned notary, on the day stated at the beginning of this document.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that upon request of the appearing persons, the present deed is worded in French, followed by a English version; upon request of the same appearing persons and in case of divergences between the French and the English texts, the French version will be prevailing.

The document having been read to the appearing persons, said persons signed together with the notary the present deed.

Signé: C. BITTERLICH, M. KAISER, E. DUBOIS et J. BADEN.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 23 novembre 2012. LAC/2012/55395. Reçu soixante quinze euros € 75,-

Le Receveur (signé): THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la Société sur demande.

Luxembourg, le 5 décembre 2012.

Référence de publication: 2012159137/287.

(120209850) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 décembre 2012.

LC Partners S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1319 Luxembourg, 126, rue Cents.

R.C.S. Luxembourg B 143.118.

Der Jahresabschluss vom 31.12.2011 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012162640/9.

(120214332) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 décembre 2012.

Leo Constructions S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7540 Rollingen, 96, rue de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 160.800.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012162644/9.

(120214557) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 décembre 2012.

Lipid Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2610 Luxembourg, 160, route de Thionville.

R.C.S. Luxembourg B 62.212.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012162649/9.

(120214160) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 décembre 2012.

LNS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5332 Moutfort, 2, Op der Millebaach.

R.C.S. Luxembourg B 98.176.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012162652/9.

(120214824) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 décembre 2012.

Marathon S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1222 Luxembourg, 2-4, rue Beck.

R.C.S. Luxembourg B 111.374.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012162662/9.

(120214275) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 décembre 2012.

MobiGolf S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2610 Luxembourg, 160, route de Thionville.

R.C.S. Luxembourg B 44.049.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012162676/9.

(120214151) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 décembre 2012.

Makai Real Estate Ventures S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1130 Luxembourg, 37, rue d'Anvers.

R.C.S. Luxembourg B 159.705.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012162688/9.

(120214782) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 décembre 2012.

Management Golf et Propriétés S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1720 Luxembourg, 6, rue Heinrich Heine.

R.C.S. Luxembourg B 128.083.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012162690/9.

(120214460) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 décembre 2012.

Marrow Asset Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5371 Schuttrange, 4, rue Hoimesbusch.

R.C.S. Luxembourg B 89.872.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012162691/9.

(120214647) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 décembre 2012.

Mirador S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2610 Luxembourg, 160, route de Thionville.

R.C.S. Luxembourg B 78.551.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012162705/9.

(120214155) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 décembre 2012.

Mirunda S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2610 Luxembourg, 160, route de Thionville.

R.C.S. Luxembourg B 66.767.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012162706/9.

(120214169) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 décembre 2012.

Montalvo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2610 Luxembourg, 160, route de Thionville.

R.C.S. Luxembourg B 47.466.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012162708/9.

(120214157) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 décembre 2012.
